



# RÉSILIENCE INCLUSIVE

PISTES POUR SENSIBILISER  
ET PRÉPARER LES  
POPULATIONS À RISQUE  
AU CANADA

# REMERCIEMENTS

Cette étude a été révisée et approuvée par le comité d'éthique de la recherche de l'Université de Waterloo (REB no 42933). L'équipe de recherche tient à remercier Environics Research pour sa contribution à la recherche et à la conception du sondage.

Veillez y référer comme suit : Andrey, Jean; Wright, Julie; Bogdan, Evalyna; Hamilton, Shawna; Krueger, Rachel (octobre 2022). Résilience inclusive : Réduire les risques liés aux catastrophes pour les Canadiens et les Canadiennes. Waterloo, Ontario : Partners for Action, Université de Waterloo.

Ce projet a été financé par Sécurité publique Canada. Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de Sécurité publique Canada.



Public Safety  
Canada

Sécurité publique  
Canada

Les auteurs remercient la Croix-Rouge canadienne pour son soutien et sa contribution à la définition des objectifs et des méthodes de recherche de ce rapport. En plus de contribuer à la conception des outils de collecte de données, la Croix-Rouge a donné des conseils sur l'adoption des approches inclusives de recherche. En collaboration avec le réseau Partners for Action, la Croix-Rouge s'est engagée dans la mobilisation des connaissances en lien avec les résultats de la recherche et a soutenu l'élaboration des recommandations figurant dans le rapport final.

La Croix-Rouge canadienne, en partenariat avec le réseau Partners for Action, souhaite remercier les organisations suivantes qui ont apporté leur soutien et donné leur approbation officielle à ce travail : Sécurité publique Canada, BC Earthquake Alliance, Intelli-feu Canada et des partenaires communautaires dans l'ensemble du pays.

## Crédits

### Rédactrice

Julie Wright

### Chercheurs

Jean Andrey, *chercheuse principale*

Julie Wright, *chercheuse*

Evalyna Bogdan

Shawna Hamilton

Rachel Krueger

### Rédacteurs principaux

Rachel Krueger

Geoff Martin

### Traduction

Johanne Roberge

## À PROPOS DU RÉSEAU PARTNERS FOR ACTION

Le réseau Partners for Action (P4A) est une initiative de recherche de l'Université de Waterloo qui vise à donner aux Canadiennes et Canadiens les moyens d'accroître leur résilience face aux inondations en encourageant la sensibilisation et les actions de préparation inclusives et fondées sur des preuves. Le partenariat est au cœur de notre approche : les collaborations stratégiques nous permettent de nous concentrer sur la transformation de la réponse aux inondations sur le terrain et auprès des stratèges. En tant que leader d'opinion et responsable de FloodSmart Canada, le réseau P4A fait progresser les conversations et l'action à plusieurs niveaux en assurant la localisation des démarches de sensibilisation et de préparation des communautés aux risques d'inondation, en établissant des partenariats pour l'adaptation et en favorisant la résilience face aux inondations par la planification. Ces priorités permettront aux communautés d'accéder à des ressources efficaces et à des recherches innovantes et, en fin de compte, d'adopter l'approche de résilience inclusive. Pour en savoir plus sur nous, consultez [www.uwaterloo.ca/partners-for-action](http://www.uwaterloo.ca/partners-for-action) (en anglais).



## À PROPOS DE LA CROIX- ROUGE CANADIENNE

Au pays ou à l'étranger, la Croix-Rouge s'assure d'être auprès de la population avant, pendant et après une catastrophe. Membre du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui est composé de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, du Comité international de la Croix-Rouge et de 192 Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Croix-Rouge canadienne a pour mission d'aider les personnes et les communautés dans le besoin au Canada et dans le monde et de renforcer leur résilience.



<b>1.0</b>	<b>SOMMAIRE</b>	<b>2</b>
<b>2.0</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>9</b>
	<b>INONDATIONS, FEUX DE FORÊT ET TREMBLEMENTS DE TERRE : LES DANGERS NATURELS AU CANADA</b>	
2.1	Nos connaissances . . . . .	9
2.2	Personnes à risque . . . . .	17
2.3	Résultats découlant de la recension des écrits . . . . .	18
<b>3.0</b>	<b>MÉTHODES DE RECHERCHE</b>	<b>25</b>
3.1	Sondage — Le point sur les attitudes à l’égard de la sensibilisation et de la préparation aux dangers naturels . . . . .	26
3.2	Groupes de discussion — Rétroaction de cinq communautés sur les messages relatifs aux dangers	29
3.3	Entrevues — Entretiens avec des personnes nouvellement arrivées au Canada . . . . .	32
<b>4.0</b>	<b>RÉSULTATS ET ANALYSE</b>	<b>33</b>
	<b>PISTES POUR SENSIBILISER ET PRÉPARER LES POPULATIONS À RISQUE AU CANADA</b>	
4.1	Résultats du sondage — Ce que nous avons entendu	33
4.2	Résultats des groupes de discussion — Ce que nous avons entendu . . . . .	37
4.3	Résultats des entrevues menées avec des personnes nouvellement arrivées au Canada — Ce que nous avons entendu . . . . .	47
4.4	Analyse . . . . .	53
4.5	Limites . . . . .	61
<b>5.0</b>	<b>RECOMMANDATIONS</b>	<b>63</b>
	<b>CRÉER DES PISTES POUR PASSER DE LA SENSIBILISATION À LA PRÉPARATION</b>	
<b>6.0</b>	<b>ÉQUIPE DE RECHERCHE</b>	<b>71</b>
	<b>ANNEXE 1</b>	<b>73</b>
	<b>ANNEXE 2</b>	<b>75</b>
<b>7.0</b>	<b>RÉFÉRENCES</b>	<b>76</b>

# 1.0 SOMMAIRE

Avant, pendant et après une catastrophe, la Croix-Rouge canadienne fait équipe avec les personnes et les communautés au pays afin de renforcer leur résilience face aux sinistres. Financé par le gouvernement fédéral par l'entremise de Sécurité publique Canada, le projet **De la sensibilisation à l'action : projet de renforcement de la résilience des personnes en situation de vulnérabilité des zones à risque au Canada**, communément appelé « projet Résilience inclusive », a pour objectif d'accroître la sensibilisation aux risques et de promouvoir l'adoption des approches, des outils et des gestes favorisant l'inclusion dans la réduction des risques liés aux catastrophes et la préparation aux urgences à travers le Canada.

Le projet vise à déterminer les moyens les plus efficaces à adopter pour sensibiliser les femmes, les personnes âgées, les personnes à faible revenu, les personnes autochtones et les personnes nouvellement arrivées au Canada aux risques liés aux inondations, aux feux de forêt et aux tremblements de terre, ainsi qu'aux gestes concrets à poser pour se préparer à ces risques. Le projet est mis en œuvre par la Croix-Rouge canadienne en partenariat avec Intelli-feu Canada, Partners for Action (de l'Université de Waterloo), la BC Earthquake Alliance et des partenaires communautaires.

Pour atteindre ces résultats, le projet fait appel à une approche d'apprentissage par la pratique. Ce processus commence par des recherches qui orientent par la suite la mise au point de messages, d'outils et de modalités de diffusion. Ensuite, ces ressources sont mises à l'essai dans le cadre de campagnes de sensibilisation et d'activités communautaires afin d'en mesurer l'adoption et l'efficacité, après quoi les ressources sont adaptées et mises à l'essai de nouveau. Le projet comporte quatre volets : des activités de recherche, des campagnes nationales de sensibilisation, des activités communautaires et un projet de subvention.

Pour obtenir plus d'informations sur les recherches qui sous-tendent ce rapport, rendez-vous sur le site Web de l'étude « Réduire les risques liés aux catastrophes » : [uwaterloo.ca/inclusive-resilience](http://uwaterloo.ca/inclusive-resilience).

## Aperçu du rapport sur la résilience inclusive

Tout le monde doit bénéficier du même accès à l'information sur les risques liés aux catastrophes naturelles qui les concernent, sur la façon de se préparer à ces éventualités et sur les gestes à poser si de tels événements surviennent dans leur région. Toutefois, les travaux antérieurs de la Croix-Rouge canadienne ainsi que des études sur les catastrophes ont révélé que certains groupes de gens sont mal desservis et manquent de ressources pour accéder à cette information. De plus, les membres de ces groupes sont confrontés à des défis nuisant à leur capacité de protéger leurs proches et les autres membres de leur communauté contre les risques liés aux catastrophes naturelles.

Des enquêtes nationales menées entre 2016 et en 2020 par le réseau Partners for Action ont établi et confirmé que les Canadiennes et Canadiens sont mal préparés aux urgences liées aux catastrophes naturelles (à noter que les résultats de ces enquêtes sont présentés en anglais seulement). Les enquêtes montrent également que les Canadiennes et les Canadiens sont plus ou moins préoccupés par les risques présents dans leur région.

## ACCENT SUR LES RISQUES ET LES GROUPES DÉMOGRAPHIQUES

Les études soulignent également qu'il est essentiel d'adapter les messages de préparation aux situations d'urgence afin de veiller à ce qu'ils soient bien reçus et compris par les personnes courant le plus grand risque de subir une catastrophe naturelle donnée.

C'est dans cet esprit que l'équipe de recherche a voulu en savoir plus sur la meilleure façon de communiquer avec cinq groupes démographiques au Canada et de les encourager à mieux se préparer aux feux de forêt, aux inondations ou aux tremblements de terre : les femmes, les personnes âgées, les personnes à faible revenu, les personnes autochtones et les personnes nouvellement arrivées au Canada.

## DÉMARCHE

Le processus de recherche reposait sur les volets suivants :

- une recension des écrits;
- un sondage mené dans cinq régions (région de Bay St George, Terre-Neuve; Ottawa, Ontario; comté de Renfrew, Ontario; Thompson, Manitoba; et Richmond, Colombie-Britannique);
- la tenue de sept groupes de discussion dans ces cinq régions;
- la réalisation d'entrevues complémentaires dans trois régions.

Le sondage a été mené auprès des cinq groupes démographiques énumérés ci-dessus, dans les cinq régions géographiques visées. Chaque région est exposée à un ou plusieurs des risques naturels suivants : inondation, feu de forêt et tremblement de terre. La composition des groupes de discussion s'est axée sur trois groupes démographiques : les personnes âgées, les personnes à faible revenu et les personnes nouvellement arrivées au Canada (depuis tout au plus 5 ans) dans ces cinq mêmes régions.

Étant donné qu'il s'est révélé plus difficile de joindre les personnes nouvellement arrivées au Canada (depuis tout au plus 5 ans) dans le cadre du sondage téléphonique, l'équipe de recherche a mené des entrevues complémentaires dans trois régions (Ottawa, Ontario; Richmond, Colombie-Britannique et Thompson, Manitoba) auprès des membres de ce groupe.

Il est important de souligner que bien que les personnes autochtones forment l'un des groupes visés par les démarches de sensibilisation des communautés dans les cinq régions faisant l'objet de cette recherche, aucun recrutement ciblé

n'a été effectué auprès de celles-ci, car la conception d'une étude parallèle est en cours. Cette étude parallèle comprend une étude documentaire et des entretiens auprès de détentrices et détenteurs du savoir autochtone, ainsi que la tenue de groupes de discussion communautaires. Elle est réalisée directement par la Croix-Rouge canadienne afin d'enrichir son approche du projet et son travail avec les communautés autochtones. Par conséquent, dans le présent projet, les données relatives aux personnes autochtones sont de portée restreinte et représentent uniquement l'information recueillie sur les participantes et participants à l'étude qui se sont identifiés comme membres des Premières Nations, des Métis ou des Inuits et qui vivent dans l'une des régions ciblées.

## OBSERVATIONS TIRÉES DU SONDAGE

L'examen des données du sondage et des observations qualitatives reçues dans le cadre des entrevues complémentaires et des groupes de discussion a révélé certaines constantes sur le plan des points de vue et des préférences des groupes démographiques :

### Femmes

- Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de déclarer qu'elles ont de nombreuses personnes vers qui se tourner en cas d'urgence.
- De plus, elles expriment une préférence marquée pour les communications relatives à la préparation aux situations d'urgence faisant appel aux médias sociaux.

### Personnes âgées

- Les personnes âgées qui faisaient partie d'un groupe ou d'un organisme communautaire se disent confiantes en leur capacité à se renseigner sur la préparation aux risques liés aux catastrophes naturelles.
- Toutes les personnes âgées participantes se sont toutefois dites préoccupées par leur capacité à réagir à une situation d'urgence, qu'elles disposent ou non d'un réseau social de soutien.
- Par ailleurs, les personnes âgées sont moins susceptibles d'affirmer avoir préparé une trousse de premiers soins, mais elles sont beaucoup plus susceptibles d'avoir des copies de leurs documents importants.

### Personnes à faible revenu

- Les personnes à faible revenu ayant répondu au sondage ont consacré moins de temps aux préparatifs d'urgence que les membres des autres groupes démographiques à l'étude; 65 % d'entre elles ont déclaré n'y avoir consacré aucun temps, contre 57 % en moyenne pour toutes les autres catégories démographiques ayant répondu au sondage ([Rapport sur les constatations du sondage \[en anglais seulement\], p. 33](#)).
- Elles sont également moins susceptibles d'indiquer avoir des provisions pour trois jours.

- Chez les personnes à faible revenu, le coût est l'obstacle le plus important à la préparation.

### **Personnes nouvellement arrivées au Canada**

- La plupart des personnes nouvellement arrivées au Canada indiquent que le 911 est la principale source d'aide en cas d'urgence.
- Aucun membre du groupe des personnes nouvellement arrivées au Canada n'a déclaré avoir un réseau de personnes (proches, voisinage ou groupe communautaire) vers lesquelles se tourner pour obtenir de l'aide en cas de catastrophe naturelle. Les membres de ce groupe ont plutôt signalé qu'ils s'adresseraient aux institutions (p. ex. les agences gouvernementales) ou aux services d'urgence (en composant le 911) pour obtenir de l'aide si une telle situation survenait.
- Les médias sociaux sont un canal de communication à privilégier pour joindre les personnes nouvellement arrivées au Canada.

### Observations tirées des groupes de discussion réunissant les membres des cinq groupes démographiques :

- 1/ Le plus grand obstacle à la préparation aux risques naturels est le déni ou l'indifférence, c'est-à-dire l'impression que l'on ne sera pas personnellement touché par un ou plusieurs risques naturels dans sa région, faute de percevoir le risque ou en raison d'une perception erronée du ou des risques. Réponses courantes témoignant de cette perception : « Ça ne m'arrivera pas », « Je sais que je devrais me préparer, mais je n'ai encore rien fait ».
- 2/ Le coût est le deuxième obstacle le plus important à la préparation; tous ceux qui ont cité cet obstacle font partie du groupe des personnes à faible revenu.
- 3/ Le troisième obstacle le plus important à la préparation est le manque de sensibilisation aux risques de catastrophes naturelles dans la région et le manque de connaissances sur la meilleure façon de se préparer à un événement d'urgence.

### Observations tirées des entrevues supplémentaires réalisées auprès de personnes nouvellement arrivées au Canada et de participantes et participants aux groupes de discussion :

- Les personnes nouvellement arrivées au Canada font état des mêmes trois principaux obstacles à la préparation, bien que l'ordre d'importance diffère selon les personnes interrogées : la sensibilisation est le principal obstacle à la préparation, suivie du déni ou de l'indifférence, puis du coût.

- L'obstacle ayant pour objet les autres priorités ou le manque de temps arrive ex æquo en troisième position des obstacles les plus importants à la préparation.
- Lors des entrevues, la majorité des personnes nouvellement arrivées au Canada ont déclaré n'avoir pris aucune mesure précise pour se préparer à une inondation, à un feu de forêt ou à un tremblement de terre.

Il convient d'indiquer que la plupart des participantes et participants aux groupes de discussion et aux entrevues n'étaient pas au courant des campagnes de sensibilisation publique sur la préparation aux inondations, aux feux de forêt et aux tremblements de terre et sur les façons d'intervenir lorsque ces catastrophes surviennent, ce qui fait penser que ces personnes n'ont pas eu accès à de telles informations. Elles ont indiqué que le gouvernement — et plus particulièrement le gouvernement local ou municipal, dans le cadre des groupes de discussion — est leur source préférée d'information sur la préparation aux situations d'urgence. L'équipe de recherche a demandé aux participantes et participants ce qui les aiderait à surmonter ces obstacles et nous avons résumé leurs recommandations ci-dessous.

## Apprendre à se préparer/actions recommandées :

(AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTÉ ET DES FOYERS)

Les participantes et participants voient l'avantage de se préparer aux risques naturels avec les membres de leur communauté en plus des membres de leur propre foyer. Ils ont défini la résilience communautaire aux catastrophes comme suit : connaître son voisinage, faire partie de groupes communautaires spécialisés dans la préparation aux situations d'urgence (p. ex. comités de copropriété, systèmes de jumelage pour les personnes âgées) et accroître leurs connaissances collectives en matière de préparation aux situations d'urgence grâce à des événements communautaires annuels. L'importance de ce rôle perçu de la communauté dans le renforcement de la résilience face aux catastrophes fait penser qu'il faudrait faire davantage appel aux partenariats communautaires dans les campagnes de préparation aux urgences.

Afin d'être en mesure de s'informer sur les risques naturels présents dans leur région et de commencer à se préparer à une éventuelle situation d'urgence, les participantes et participants :

- aimeraient beaucoup avoir accès à des ressources documentaires qui proposeraient des listes de contrôle réunissant des éléments clés et énumèreraient des actions claires et simples pour se préparer;
- ont demandé des instructions simples, accompagnées de représentations réalistes de personnes occupant différents types de logements;
- souhaiteraient obtenir des descriptions plus variées des stratégies de préparation pour les locataires (au lieu de l'information habituelle, qui privilégie les propriétaires de maisons unifamiliales) et des ressources adaptées au contexte des appartements ou des grands immeubles.

Voici d'autres observations qualitatives formulées par les membres de divers groupes démographiques :

- Les femmes ont davantage souligné certains éléments de conception des ressources de préparation que les hommes.
- Les personnes âgées ont plus souvent fait part de leurs préoccupations quant à la fiabilité de l'accès aux ressources d'information dans les situations d'urgence, par exemple lors d'une panne d'électricité.
- Les personnes âgées ont exprimé une préférence pour les formats imprimés d'information portant sur la préparation aux urgences et les gestes à poser lorsqu'elles surviennent, comparativement aux formats numériques.
- Les personnes âgées ont demandé que des modifications soient apportées aux guides de préparation pour qu'ils comprennent des consignes s'adressant aux personnes ayant des difficultés de mobilité.
- Les personnes interrogées préfèrent que les listes de préparation aux situations d'urgence comprennent des articles peu coûteux.
- Les personnes nouvellement arrivées au Canada ont demandé que les instructions sur la préparation aux situations d'urgence soient brèves et formulées en termes simples.

## Appel à l'action

Cette étude s'appuie sur les écrits scientifiques et sur d'autres sondages canadiens récents. Elle a permis de recueillir des commentaires qualitatifs sur la façon dont les membres des cinq groupes démographiques veulent s'engager dans une démarche d'apprentissage et de préparation en lien avec les situations d'urgence associées aux inondations, aux incendies de forêt et aux tremblements de terre. La possibilité de définir des résultats généralisables dans chaque groupe démographique a été limitée par la complexité du projet d'étude, qui s'attachait à trois risques naturels et portait sur cinq groupes démographiques dans cinq régions. Cependant, le rapport offre un aperçu important de la façon dont les campagnes de communication et les partenariats communautaires pourraient être coordonnés pour mieux sensibiliser et préparer les femmes, les personnes âgées, les personnes à faible revenu, les personnes autochtones et les personnes nouvellement arrivées au Canada.

Des travaux s'axant plus particulièrement sur des données démographiques ciblées permettraient d'étoffer nos résultats et d'approfondir nos connaissances. Par exemple, une autre étude pourrait examiner précisément le coût comme obstacle à la préparation auprès de populations en particulier, en analysant son effet sur la sensibilisation et la préparation aux situations d'urgence. Les partenaires du projet ont hâte d'en apprendre davantage d'autres recherches et de collaborer à des projets touchant à ces sujets.

Le rapport de recherche complet sera publié en 2023.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Julie Wright**

*Directrice, réseau Partners for Action*

*Faculté de l'environnement*

*Université de Waterloo*

519 888-4567, poste 48938

[Julie.A.Wright@uwaterloo.ca](mailto:Julie.A.Wright@uwaterloo.ca)

**Jennifer Kirk**

*Gestionnaire des communications*

*Croix-Rouge canadienne*

613 402-6146

[jennifer.kirk@croixrouge.ca](mailto:jennifer.kirk@croixrouge.ca)

## 2.0 INTRODUCTION

### Inondations, feux de forêt et tremblements de terre : les dangers naturels au Canada

#### 2.1 Nos connaissances

Partout au Canada, les risques associés aux conditions météorologiques extrêmes et aux catastrophes naturelles augmentent<sup>1</sup>. Pour mieux se préparer et répondre à ces risques, tous les ordres de gouvernement et les chefs de file des secteurs mettent au point diverses solutions sous forme d'infrastructures, de technologies et de politiques pour mieux protéger les personnes et les biens.

Les avancées en matière de gestion des urgences et de réduction des risques liés aux catastrophes qui s'effectueront notamment par le biais d'investissements consacrés aux systèmes de détection précoce des tremblements de terre et de cartographie des plaines inondables et à l'élaboration de lignes directrices encadrant la construction pour assurer la résistance des habitations aux incendies peuvent engendrer des améliorations considérables au niveau de la sécurité publique<sup>2,3,4</sup>.

#### Catastrophe naturelle

Aux fins du présent rapport (et des groupes de discussion, des entrevues et du sondage sur lesquels il se fonde), une catastrophe naturelle (parfois appelée danger naturel) désigne spécifiquement une inondation, un feu de forêt ou un tremblement de terre.

Cependant, chaque personne a un rôle important à jouer dans la réduction des risques auxquels elle sera exposée si surviennent des catastrophes naturelles comme des inondations, des feux de forêt et des tremblements de terre. Par exemple, une trousse de préparation aux catastrophes peut permettre à une famille de répondre à ses besoins pendant au moins trois jours pendant une situation d'urgence. De même, un ménage qui déplace tous ses objets de valeur pour les ranger à un étage supérieur agit concrètement pour protéger ses biens contre une inondation au sous-sol.

La Croix-Rouge canadienne travaille de concert avec Sécurité publique Canada, des organismes de recherche, des spécialistes, des compagnies d'assurance et plusieurs autres parties prenantes afin d'accroître la résilience des personnes, des ménages et des collectivités face aux risques liés aux catastrophes naturelles au Canada, en mettant l'accent sur ceux qui sont exacerbés par les changements climatiques. En collaboration avec ces partenaires, la Croix-Rouge élabore des programmes, des approches et du matériel de communication des risques pour aider les gens à comprendre les risques liés aux inondations, aux feux de forêt, aux tremblements de terre et aux autres catastrophes naturelles, à acquérir les compétences, les capacités et les comportements utiles et à prendre les mesures nécessaires pour réduire leur vulnérabilité face à ces événements.

Dans le cadre du projet Résilience inclusive, qui vise à informer le public sur les risques liés aux catastrophes naturelles, la Croix-Rouge a deux grands objectifs :

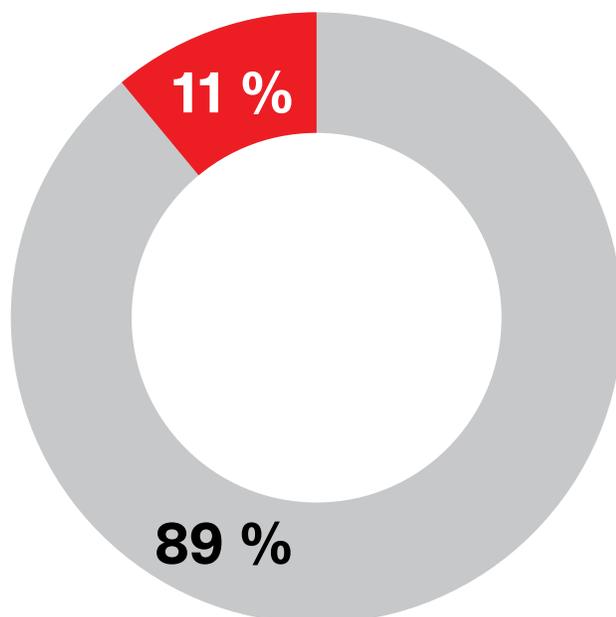
- 1/ Accroître la **conscience critique\* des dangers et des risques;**
- 2/ Promouvoir des **mesures de réduction des risques et de préparation** qui sont concrètes, sensibles au genre et inclusives et qui peuvent être adoptées par une personne, un ménage ou une communauté.

\*Terme défini dans le glossaire

Les niveaux de sensibilisation et de préparation de la population canadienne en lien avec des catastrophes comme les inondations, les feux de forêt et les tremblements de terre sont très variables.

En 2020, la plupart des Canadiennes et Canadiens (76 %) n'étaient pas au courant (47 %) ou ne se sentaient pas concernés (29 %) par les risques liés aux conditions météorologiques extrêmes et aux catastrophes naturelles<sup>5</sup>. Ces impressions trouvent écho dans les observations selon lesquelles la plupart des Canadiennes et Canadiens (74 %) pensent vivre dans une zone à faible risque (53 %) ou à risque modéré (22 %). De plus, dans la population canadienne, seulement une personne sur dix (11 %) avait pris des mesures pour réduire les risques que son domicile soit touché par des situations d'urgence liées aux conditions météorologiques ou des catastrophes naturelles comme des inondations, des feux de forêt, des tornades et des tempêtes de verglas (voir la figure 1)<sup>5</sup>.

## Préparation aux situations d'urgence au Canada



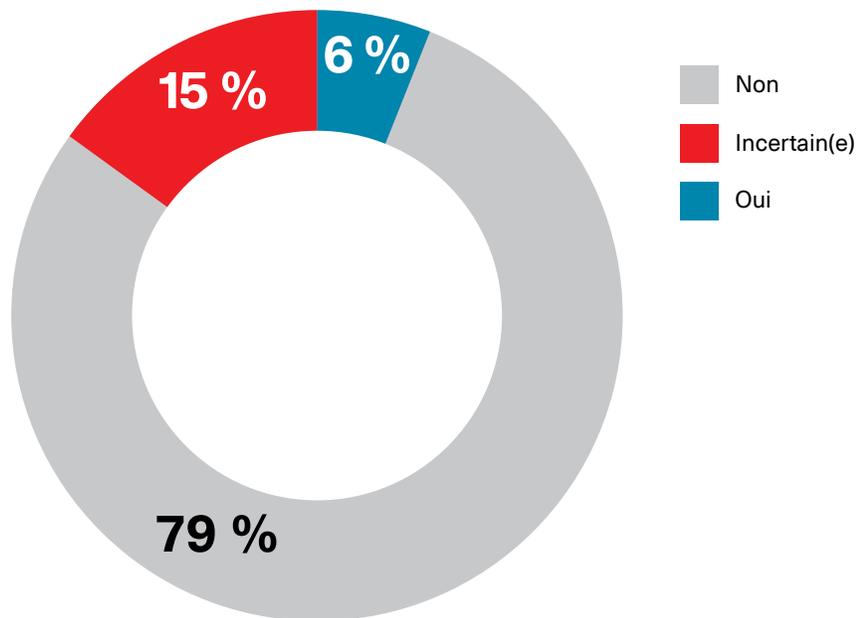
- Des mesures ont été prises pour réduire les risques liés aux situations d'urgence engendrées par des conditions météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles.
- Peu ou pas de mesures ont été prises pour réduire les risques liés aux situations d'urgence engendrées par des conditions météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles.

**Figure 1.** Au nombre des 2022 Canadiennes et Canadiens interrogés en 2020, 11 % seulement ont déclaré avoir pris plusieurs mesures pour préparer leur foyer contre d'éventuelles catastrophes naturelles et autres situations d'urgence engendrées par des conditions météorologiques extrêmes (p. ex. installer une pompe de puisard dans le sous-sol, modifier le nivellement autour des fondations de la maison pour favoriser l'écoulement de l'eau, enlever le bois mort de la propriété, etc.)<sup>5</sup>

### INONDATIONS, FEUX DE FORÊT ET TREMBLEMENTS DE TERRE

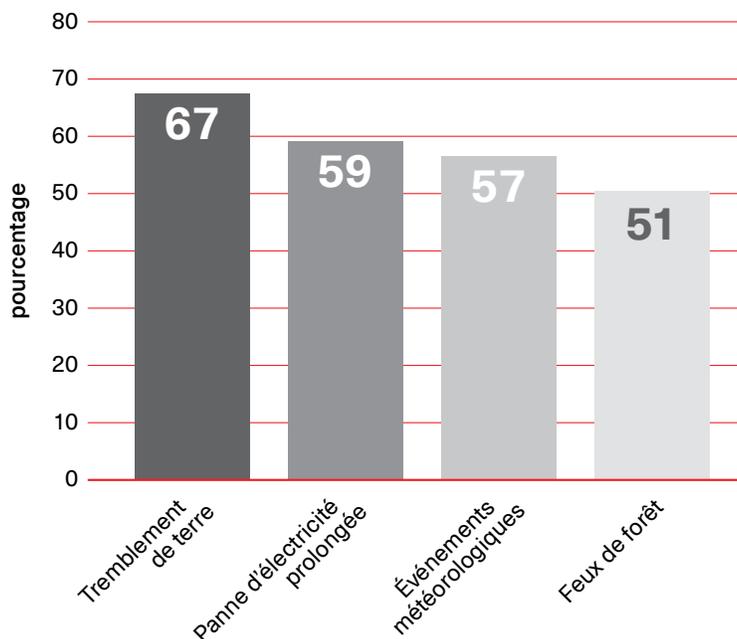
Des enquêtes nationales menées en 2016 et en 2020 ont révélé que les Canadiennes et Canadiens vivant dans des zones à haut risque d'inondation ignoraient en grande partie les risques et n'avaient pas agi pour protéger leur foyer contre les inondations, par exemple en souscrivant une assurance en cas d'inondation ou en mettant en œuvre des mesures de protection contre les inondations au niveau de leur propriété (voir la figure 2)<sup>6,7</sup>. Le tableau est légèrement différent dans les zones à risque de tremblement de terre et de feux de forêt. Un sondage mené en 2017 auprès de la population de la Colombie-Britannique a révélé que les tremblements de terre et les feux de forêt préoccupaient la plupart des répondantes et répondants; cependant, peu de ménages s'étaient préparés à faire face à ce genre de catastrophe en prenant des mesures concrètes comme souscrire une assurance appropriée, un accès facile à des fournitures d'urgence suffisantes et l'établissement de plans d'urgence complets (voir la figure 3)<sup>8</sup>.

## Votre maison se trouve-t-elle dans une zone à risque d'inondation?



**Figure 2.** Les résultats d'une enquête menée en 2020 par le réseau Partners for Action indiquent que seulement 6 % des 2 500 Canadiennes et Canadiens interrogés étaient conscients des risques d'inondation dans leur région, même s'ils vivaient dans des zones inondables reconnues<sup>7</sup>.

## Préoccupations liées aux situations d'urgence



**Figure 3.** Une enquête menée en 2018 par le gouvernement de la Colombie-Britannique auprès de 1 206 résidentes et résidents d'âge adulte au sujet de leur état de préparation personnelle aux situations d'urgence a révélé que les deux tiers (67 %) des personnes interrogées se disent « très » ou « quelque peu » préoccupées par la perspective qu'un tremblement de terre touche leur résidence. La deuxième préoccupation en importance était le risque de panne d'électricité prolongée (59 %), suivie par des événements météorologiques (57 %) et les feux de forêt (51 %)<sup>8</sup>.

Ces résultats concernant la variation des niveaux de sensibilisation et de préoccupation de la population face aux dangers naturels, ainsi que les faibles niveaux de préparation associés, soulèvent de grandes préoccupations et plusieurs questions importantes, dont celles-ci :

- 1/ Quels sont les obstacles à l'accès à l'information?
- 2/ Dans les communautés où les informations sur les risques de catastrophes naturelles sont largement disponibles, quels sont les obstacles à la mise en œuvre des mesures de préparation recommandées?
- 3/ De quelle manière le « messenger » — toute personne ou organisation qui transmet le message sur les risques liés aux catastrophes naturelles — peut-il involontairement *créer* des obstacles à la préparation au lieu de les éliminer?

**La Croix-Rouge canadienne a demandé la collaboration du réseau Partners for Action pour répondre à ces questions.**

Le projet Résilience inclusive cherche à apprendre comment encourager les femmes, les personnes âgées, les personnes à faible revenu, les personnes autochtones et les personnes nouvellement arrivées au Canada à mieux se préparer aux feux de forêt, aux inondations ou aux tremblements de terre, afin d'accroître la sensibilisation à ces risques et de favoriser l'adoption de gestes concrets pour s'y préparer.

Pour réaliser cette étude, nous avons utilisé trois outils de recherche : des sondages, des groupes de discussion et des entrevues.



Les Canadiennes et Canadiens ont été invités à faire part de leurs attitudes et opinions sur les risques liés aux catastrophes naturelles dans leur région géographique. Nous avons utilisé leurs réponses pour mieux comprendre leurs

niveaux de sensibilisation aux risques, leur degré de préparation, les obstacles à la sensibilisation et à la préparation auxquels ils sont confrontés, ainsi que leurs perceptions (et leur rétroaction) sur les ressources de préparation aux dangers naturels (appelées ici « moyens de communication ») que la Croix-Rouge canadienne utilise pour transmettre de l'information au grand public. Ces ressources comprenaient des documents élaborés par la Croix-Rouge ainsi que par Intelli-feu Canada, la BC Earthquake Alliance et Sécurité publique Canada.

Le projet se concentre sur les cinq populations à risque, cinq régions géographiques et trois catastrophes (ou « catégories de risque »). Chaque région a été associée à un ou plusieurs des dangers naturels suivants, selon son niveau de risque : inondation, feux de forêt et tremblement de terre. Ces dangers naturels constituent une menace généralisée en pleine évolution dans l'ensemble du pays.

## RÉGIONS

Les régions étaient définies par code postal et comprenaient des communautés rurales et de petits et grands centres urbains. Le risque élevé de dangers naturels et les caractéristiques de résilience de chaque communauté, notamment l'accès à l'information, aux communications et aux ressources, ont guidé la sélection des régions. Les outils de recherche ont été adaptés aux dangers propres à la région. Le tableau 1 présente un résumé des régions, des catégories de risque à l'étude et des outils de recherche utilisés dans chaque volet.

Région	Catégories de risque			Outils de recherche
	Inondation	Feux de forêt	Tremblement de terre	
Ottawa (Ont.)	✓	✓*	✓	Sondage, groupe de discussion, entrevue
Comté de Renfrew (Ont.)	✓	✓		Sondage, groupe de discussion
Thompson (Man.)	✓	✓		Sondage, groupe de discussion, entrevue
Richmond (C.-B.)	✓		✓	Sondage, groupe de discussion, entrevue
Région de Bay St. George (T.-N.-L.)	✓	✓		Sondage, groupe de discussion

\* Une communauté d'Ottawa, Constance Bay, est considérée comme une zone à risque de feux de forêt.

**Tableau 1.** Régions, catégories de risque et outils de recherche

## PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS

Afin d'intégrer une perspective de genre à l'approche et à la méthodologie de l'étude, l'équipe de recherche a recouru à l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus). Cette démarche visait notamment à examiner les façons dont l'identification au genre pouvait se produire tout au long de l'étude et à considérer comment les résultats de l'étude pouvaient être attribuables à l'intersectionnalité entre l'identité de genre et d'autres facteurs (p. ex. femme aînée, personne non binaire nouvellement arrivée au Canada, etc.). Au cours de chaque phase de la collecte de données, les personnes participant à l'étude ont été invitées à identifier leur genre. Les réponses possibles étaient les suivantes : femme, homme, personne non binaire et réponse ouverte permettant aux personnes répondant au sondage de préciser leur genre.

Le tableau 2 donne de l'information sur le traitement des enjeux liés au genre en lien avec le processus de sélection et les mesures d'adaptation lors des trois séries de collecte de données du projet.

<b>Phase</b>	<b>Processus de sélection</b>	<b>Mesures d'adaptation</b>
<b>Sondage</b>	Des quotas ont été fixés pour les cinq groupes démographiques de l'étude : les femmes, les personnes aînées, les personnes à faible revenu, les personnes nouvellement arrivées au Canada et les personnes autochtones. Les personnes qui s'identifiaient comme des hommes et dont le profil ne correspondait à aucun autre critère ont été écartées de l'entrevue subséquente.	Aucune mesure d'adaptation n'a été nécessaire.
<b>Groupes de discussion</b>	Des questions démographiques étaient incluses dans le questionnaire de sélection. D'éventuels participants et participantes ont été exclus uniquement lorsque leur profil d'intersectionnalité ne correspondait pas aux critères (géographie + genre + personne nouvellement arrivée au Canada ou personne aînée).	Si une personne participant à l'étude répondait aux critères démographiques établis pour un groupe de discussion dans sa région géographique et s'identifiait comme une personne non binaire (ou comme une personne dont le genre s'inscrivait dans une autre catégorie auto-identifiée), elle pouvait choisir son option préférée (femmes+ ou hommes+) ou participer ultérieurement à une entrevue individuelle.

## Entrevues

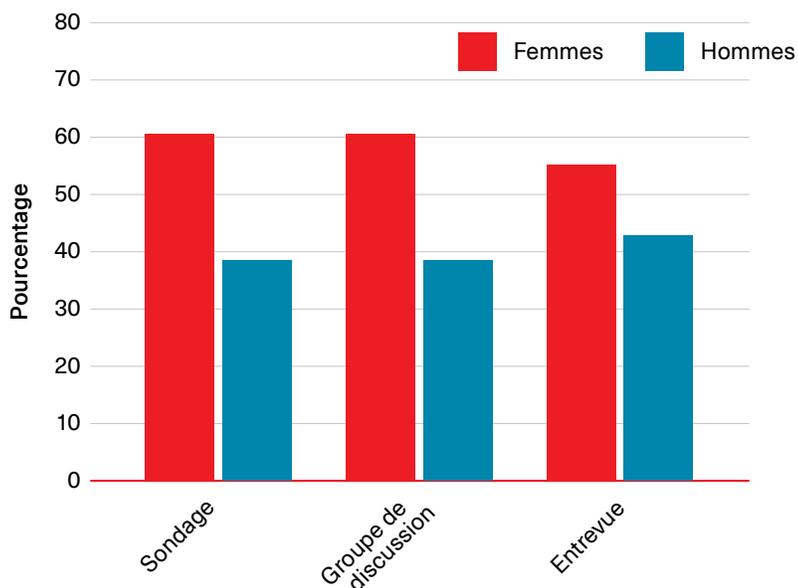
Les questions démographiques ont été abordées lors de l'entrevue (plutôt que lors du processus de consentement et de sélection), car le genre n'était pas un critère d'exclusion.

Aucune adaptation n'a été nécessaire.

**Tableau 2.** Prise en considération de la dimension du genre dans l'étude sur la résilience inclusive

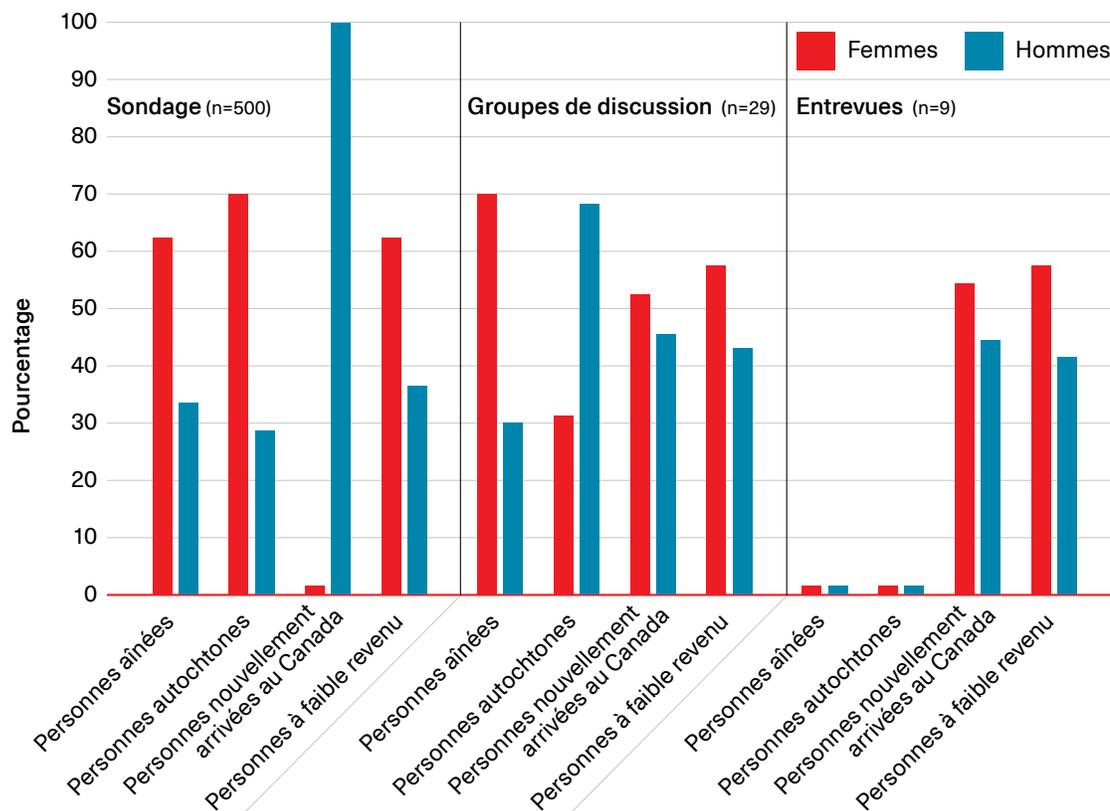
Deux groupes de discussion réunissaient des personnes s'identifiant comme des hommes et trois groupes de discussion réunissaient des personnes s'identifiant comme des femmes. Dans tous les groupes de discussion, cependant, certaines personnes participantes présentaient des facteurs qui se recoupaient (p. ex. les femmes nouvellement arrivées au Canada). En fin de compte, plus de femmes que d'hommes ont participé à tous les volets de l'étude, comme le montre la figure 4.

### Composition des échantillons des activités de recherche selon le genre



**Figure 4.** Voici la répartition des personnes ayant participé au sondage et aux groupes de discussion selon leur genre : les femmes comptent pour 62 % des personnes ayant participé à ces volets de l'étude, et les hommes, pour 38 % (sondage : 310:190, groupes de discussion : FG 18:11). La répartition selon le genre des personnes ayant participé à l'entrevue s'établit comme suit : les femmes comptent pour 56 % et les hommes, pour 44 % (5:4).

## Participation par genre et par groupe démographique



**Figure 5.** Ventilation des membres de chaque groupe cible selon le genre

Les résultats des trois volets ont été examinés sous l'angle de l'intersectionnalité. Les conclusions généralisables de l'analyse intersectionnelle sont incluses dans la section 4.0 Résultats et analyse.

## 2.2 Personnes à risque

Pour adopter une approche inclusive, nous devons reconnaître que différents groupes de personnes ont besoin de différentes mesures réalistes de préparation aux situations d'urgence et de réduction des risques. Celles-ci doivent tenir compte de leur situation particulière. Nous devons également renforcer la sensibilisation aux risques et la préparation de manière à ce que tous et toutes aient la possibilité de contribuer à la prise de décisions, à la planification et aux interventions en réponse à ces situations.

Le revenu, l'âge et le genre ne sont que quelques-uns des facteurs qui contribuent à la propension d'une personne à se préparer et à réagir à une catastrophe. Nous avons passé en revue les écrits scientifiques portant sur les communications s'attachant aux risques de catastrophes et sur la préparation dans les cinq groupes

cibles de l'étude. L'évaluation des obstacles constants à la préparation et à l'adoption de mesures face aux catastrophes dans certains groupes démographiques a permis d'orienter le développement de nos activités de recherche afin de comprendre comment la Croix-Rouge peut mieux aider les personnes à surmonter ces obstacles.

Les études soulignent qu'il est essentiel d'adapter les messages sur les risques associés à une catastrophe naturelle afin de veiller à ce qu'ils soient bien reçus et compris par les personnes courant le plus grand risque de subir cette catastrophe<sup>9</sup>. Par exemple, les communications relatives aux risques de catastrophes naturelles, comme les alertes météorologiques diffusées dans les journaux télévisés en cas de prévision de précipitations extrêmes, ne s'adressent généralement pas à une population précise.

Il faudrait adapter les messages pour les personnes à risque en tenant compte de la manière dont le message sera reçu par ce groupe. Il s'agit d'un travail axé sur la langue qui consiste aussi à choisir le canal de communication optimal pour transmettre le message (p. ex. les médias sociaux, la poste, etc.). En outre, les messages doivent être élaborés en tenant compte du réalisme des mesures proposées à ces personnes qui sont déjà confrontées à des difficultés, comme des problèmes de santé ou des problèmes financiers<sup>9</sup>.

## 2.3 Résultats découlant de la recension des écrits

Cette recension a été entreprise afin de mieux comprendre les types d'obstacles rencontrés par les groupes démographiques visés par l'étude et qui ont déjà été documentés dans des études antérieures. Au total, 39 articles satisfaisaient aux critères de l'étude en lien avec les groupes cibles et la préparation aux dangers naturels. Voici les points saillants de l'analyse documentaire :

## FEMMES

### Femmes

Personnes (de 18 ans ou plus) qui ont déclaré être des femmes.

- Les femmes sont confrontées à des problèmes structurels (comme le manque d'accès à l'information et aux ressources financières ou autres) qui les empêchent d'évaluer les risques liés aux dangers naturels et d'adopter les mesures opportunes en réponse aux scénarios d'urgence<sup>10</sup>. Dans certains cas, elles sont vulnérables en raison de leur situation culturelle, politique et économique en lien avec les rôles traditionnels des genres<sup>11</sup>.
- Malgré cela, comparativement aux hommes, les femmes ont tendance à avoir une meilleure perception des risques et à participer davantage aux activités d'atténuation que les hommes et, dans l'environnement familial, elles sont souvent mieux préparées en général.
- En raison de leur perception accrue du risque et des normes liées au genre concernant la prestation de soins dans la famille, les femmes sont plus susceptibles d'évacuer leur domicile lorsqu'elles sont confrontées à un danger naturel majeur<sup>10, 11, 12, 13, 14, 15</sup>.

## PERSONNES ÂÎNÉES

### Personnes âgées

Répondantes et répondants de 65 ans ou plus<sup>19</sup>.

Il est important de souligner que l'étude s'axe sur les personnes âgées qui vivent à leur domicile et non en institution ou en foyer.

- Les personnes âgées, en particulier celles qui ont un revenu fixe, peuvent être confrontées à des risques accrus dans le contexte des catastrophes en raison d'enjeux liés à leur bien-être physique et mental, de leur handicap, de leur isolement social, de leur situation financière, de leur manque d'accès aux ressources, de leurs difficultés de communication et de leur moindre capacité à utiliser les technologies modernes<sup>16, 17, 18, 19</sup>.
- L'état de préparation diminue chez les personnes âgées présentant des incapacités secondaires à des problèmes de santé et chez celles qui vivent seules<sup>17</sup>.
- En outre, les personnes âgées à faible revenu sont moins bien préparées que celles dont le revenu est plus élevé<sup>17</sup>.
- L'âge influe sur la capacité de lire et de comprendre l'information. En plus des changements sensoriels et cognitifs qu'elles traversent, les personnes âgées peuvent éprouver des difficultés liées à la perception et à la compréhension de l'information relative aux dangers et peiner à adopter les mesures recommandées<sup>18, 19</sup>.
- Une étude présente les recommandations suivantes pour communiquer aux personnes âgées les messages sur les risques<sup>20</sup> :
  - Évitez les structures de phrases complexes et les procédures séquentielles qui sollicitent grandement la mémoire.
  - Présentez les informations d'une manière cohérente et familière aux personnes âgées afin de tirer parti des souvenirs sémantiques intacts et d'améliorer la crédibilité des avertissements.

- Imaginez un système d'alerte plus participatif faisant appel aux connaissances existantes en matière de sensibilisation aux dangers.
- Une étude réalisée en 2020 par la Croix-Rouge canadienne et le National Institute on Ageing recommande que « les personnes âgées soient encouragées à maintenir continuellement un réseau de soutien local adéquat auquel elles peuvent faire appel lors de catastrophes imminentes et d'urgences inattendues, surtout si elles vivent seules ou n'ont pas facilement accès à des proches. »<sup>21</sup>
- Cette étude canadienne recommande également que les personnes soignantes non rémunérées et les bénévoles qui aident les personnes âgées soient inclus dans la création et la distribution des ressources destinées aux personnes âgées. De plus, des efforts doivent être déployés pour s'assurer que les ressources sont culturellement appropriées et que les documents écrits sont disponibles dans des langues autres que l'anglais et le français.

## PERSONNES À FAIBLE REVENU

### Personnes à faible revenu

Les personnes (de 18 ans ou plus) sont classées comme ayant un faible revenu si elles : 1) vivent seules et ont un revenu inférieur à 40 000 \$ ou si 2) elles vivent dans un ménage de deux personnes ou plus et ont un revenu inférieur à 70 000 \$.

- Les personnes à faible revenu sont souvent plus exposées aux risques liés aux catastrophes naturelles en raison de problèmes systémiques et structurels comme des logements inadéquats situés dans des endroits à risque ou des difficultés liées à la maîtrise de la langue, qui compliquent la compréhension des messages sur la préparation aux catastrophes qui sont diffusés en anglais<sup>22</sup>.
- Les mesures de préparation à une catastrophe peuvent constituer une priorité secondaire chez les personnes qui ont de la difficulté à répondre à leurs besoins quotidiens; par exemple, certaines actions comme le stockage de denrées alimentaires supplémentaires ou la création d'une trousse d'urgence sont entravées par des contraintes financières et les limites d'espace dans la résidence<sup>23</sup>.
- Un mauvais accès à des services essentiels comme la garde d'enfants ou une utilisation limitée de la technologie peuvent réduire les possibilités d'apprentissage ou la participation à des réunions communautaires sur les dangers naturels. Les limites technologiques peuvent également engendrer un accès limité aux alertes et aux informations sur la préparation aux catastrophes transmises par voie électronique<sup>9</sup>.



© Croix-Rouge Canadienne

### Personnes nouvellement arrivées au Canada

Répondantes et répondants (de 18 ans ou plus) qui ne sont pas nés au Canada ou qui vivent au Canada depuis moins de cinq ans.

## PERSONNES NOUVELLEMENT ARRIVÉES AU CANADA

- Les personnes nouvellement arrivées au Canada surestiment le rôle et la responsabilité du gouvernement en matière de réponse et de secours immédiats en cas de catastrophe naturelle<sup>24</sup>.
- Les obstacles à la préparation aux catastrophes chez les personnes immigrantes peuvent s'apparenter à ceux auxquels sont confrontées les personnes à faible revenu : une méconnaissance des dangers naturels locaux, un accès limité à des programmes de préparation aux catastrophes adaptés à la culture et à la langue, de même que des priorités concurrentes (p. ex. les démarches pour s'adapter à un nouveau pays et trouver un logement, de la nourriture et un emploi). Ces facteurs peuvent conduire à l'inaction des personnes nouvellement arrivées au Canada, qui ne perçoivent pas le caractère impératif des mesures de préparation aux situations d'urgence<sup>22, 25, 26, 27</sup>.
- En outre, de nombreuses personnes immigrantes sont privées de leurs réseaux de soutien depuis leur relocalisation<sup>24</sup>.

Une étude a été menée dans la région d'Halton, en Ontario, auprès de personnes immigrantes d'origine hispanique (résidant au Canada depuis cinq ans ou moins) au moyen de sondages réalisés auprès des ménages et de groupes de discussion<sup>25</sup>. Dans ce contexte, Cerritos (2009) a constaté les obstacles suivants à la préparation aux situations d'urgence : le manque de maîtrise de la langue locale dominante, le manque de cohésion communautaire et le manque de ressources pour se préparer aux éventuelles catastrophes. Il convient de souligner que de nombreux participants et participantes ont décrit un processus en vertu duquel la perception du risque par les personnes d'origine hispanique récemment arrivées au Canada se trouve réduite. Compte tenu de l'impression de sécurité personnelle dans de nombreuses villes canadiennes et de l'absence connexe de conséquences à la suite d'événements environnementaux mineurs, comme des tempêtes de neige, les personnes ayant récemment immigré ont tendance à penser que les catastrophes ne se produisent pas dans les pays développés, ce qui modifie effectivement leur perception du risque.

## PERSONNES AUTOCHTONES

Il est important de souligner que la population autochtone incluse dans cette étude n'est pas homogène. Il ne s'agit pas non plus de personnes autochtones résidant dans des réserves. L'échantillon des personnes autochtones ayant participé à l'étude réunit des personnes vivant dans l'une des régions visées qui se sont identifiées comme membres des Premières Nations, des Métis ou des Inuits. Une étude parallèle a été entreprise à l'interne par la Croix-Rouge afin d'enrichir son approche du projet et son travail avec les communautés autochtones.

Les observations découlant de la recension des écrits, qui sont présentées ci-dessous, reflètent des études menées à l'échelle mondiale ou communautaire et n'ont qu'une pertinence limitée dans le cadre de cette étude pancanadienne :

- Il a été démontré que plusieurs pratiques liées à la colonisation affaiblissent la résilience aux catastrophes dans une communauté autochtone en Australie et augmentent les risques associés aux catastrophes naturelles. Au nombre de ces pratiques figurent l'imposition de la culture occidentale, l'ingérence dans les systèmes de gouvernance autochtones, l'application par le gouvernement d'approches descendantes et de l'inadéquation des logements qui peuvent être inadaptés au climat ou inaccessibles en raison de leur taille, de leur emplacement ou de leur délabrement, ce qui conduit à un surpeuplement dans d'autres logements<sup>28</sup>.
- Une étude de cas sur l'expérience de la Première Nation de Sandy Lake en matière de préparation en cas de feux de forêt et d'évacuation a montré l'importance d'investir dans la préparation de la communauté avant un tel événement perturbateur<sup>29</sup>. Dans les groupes de discussion, les mesures de préparation adaptées au contexte local et culturel ont été identifiées comme stratégie pour reconnaître les personnes en situation de vulnérabilité dans une communauté et prévenir la séparation de familles et l'isolement des aînés et aînées lors d'une évacuation.

- Les approches appropriées sur le plan culturel ont également été citées dans une autre étude, qui a indiqué qu'elles contribuent à assurer la préservation des articles traditionnels et cérémoniels<sup>21</sup>.

Bien que nous notre recension ne nous ait pas permis de trouver des études portant spécifiquement sur les obstacles rencontrés par les personnes autochtones vivant en milieu urbain dans le cadre de leurs démarches de préparation aux situations d'urgence, certaines observations connexes issues de l'étude des communications sur les risques liés à la santé sont précieuses.

- Une étude menée au Manitoba au sujet des communications sur les risques liés au virus H1N1 a révélé que les personnes autochtones vivant en milieu urbain se sentaient stigmatisées en raison des catégories « à risque » et « groupe prioritaire » auxquelles elles étaient associées. Les membres de l'équipe de recherche ont cerné le besoin d'élaborer des stratégies de communication adaptées aux besoins des groupes démographiques précis sans toutefois se concentrer sur l'ethnicité. La lutte contre les disparités socioéconomiques et l'engagement d'un dialogue communautaire en dehors des périodes de crise ont été cités en exemple<sup>30</sup>.
- La même étude a révélé que même si les messages étaient transmis en cri, en ojibwé, en michif et dans d'autres dialectes sur de nombreuses plateformes de communication (radio, télévision, en ligne, séances communautaires), ils ont été perçus comme des communications de masse ayant de fortes connotations coloniales.
- De plus, il convient de souligner que les porte-parole inspirant confiance au niveau communautaire sont souvent différents de ceux qui occupent des postes de direction ou d'autorité autonome au sein des communautés autochtones.

## COMMUNIQUER DE L'INFORMATION SUR LA PRÉPARATION

Afin d'atteindre le plus grand nombre de personnes possible, il est généralement recommandé d'utiliser plusieurs canaux de communication. Autrement dit, le contexte est important. Les résultats des études suivantes mettent en évidence certaines considérations intéressantes :

- Une étude européenne a révélé que la communication d'information sur une situation d'urgence à la radio, à la télévision, par messages texte et lors de visites en personne était préférée aux communications sur des sites Web. Les personnes âgées (plus de 65 ans) et celles ayant un faible niveau de scolarité étaient les moins susceptibles de consulter des sites Web pour obtenir de l'information sur des inondations<sup>12</sup>.
- La communication d'information sur la sensibilisation et la préparation aux inondations par le biais des lignes téléphoniques d'aide en cas inondations et par l'intermédiaire des groupes locaux d'interventions en lien avec des inondations et des associations de résidentes et résidents a également été jugée utile<sup>12</sup>.

- Dans une étude canadienne, 98,5 % des personnes nouvellement arrivées au Canada ont indiqué qu'elles utilisaient régulièrement Internet comme principale source d'information<sup>25</sup>. Les stratégies de communication faisant appel à Internet peuvent permettre de surmonter des obstacles à la communication pour atteindre des populations diverses, car les messages peuvent être personnalisés pour répondre aux besoins précis de ces populations<sup>25</sup>.
- Une étude australienne portant sur les attentes et les besoins en matière de communication liée aux catastrophes auprès des personnes âgées, des personnes vivant avec un handicap, des populations culturellement et linguistiquement diverses, des familles avec de jeunes enfants et des personnes vivant dans des foyers à faible revenu a permis de dégager trois thèmes principaux : 1) la confiance, l'espoir, et la crédibilité des sources; 2) les technologies de communication préférées; et 3) les facteurs contribuant à la clarté de l'information ou à la confusion pendant une crise<sup>9</sup>.
- Conformément à la théorie de l'apprentissage chez l'adulte, les communications destinées aux personnes âgées doivent tenir compte de leur expérience de vie en incluant des renseignements contextuels et miser sur leurs connaissances antérieures. Elles doivent aussi être orientées vers la résolution de problèmes; les communications abstraites ou didactiques doivent être évitées<sup>31</sup>.
- Les messages comportant du jargon, un langage technique ou des euphémismes risquent de ne pas être compris par le grand public, et plus particulièrement les personnes âgées ou des personnes dont la langue de communication n'est pas la langue maternelle. En outre, de nombreux messages ne tiennent pas compte des capacités physiques et cognitives des personnes âgées<sup>12, 20</sup>.
- Une autre étude révèle que l'efficacité des communications sur les risques dépend de leur capacité à s'intégrer dans des systèmes communautaires plutôt que dans des pratiques axées sur l'individu<sup>31</sup>.

Selon les écrits scientifiques, étant donné que l'intersectionnalité des défis complique la sensibilisation et la préparation aux dangers naturels dans ces groupes démographiques, le travail d'organismes communautaires doit venir compléter la mobilisation individuelle en vue d'accroître l'accessibilité, la pertinence et la crédibilité de l'information destinée aux groupes à risque<sup>30</sup>.

### **Soutien social**

Un sondage de Statistique Canada mené en 2014 au sujet des méthodes adoptées par les Canadiennes et Canadiens en matière de mesures de préparation aux urgences, qu'il s'agisse de dangers naturels ou d'urgences d'origine humaine, a révélé que seulement une personne sur cinq (21 %) bénéficiait d'un fort soutien social<sup>32</sup>. Le soutien social est défini comme l'accès à cinq personnes ou plus pouvant fournir une aide en cas de blessure physique, un soutien émotionnel, un abri ou une aide financière à la suite d'une urgence.

## 3.0 MÉTHODES DE RECHERCHE

L'équipe de recherche sur la résilience inclusive a mené un sondage auprès de 500 participantes et participants à l'été 2021, une série de sept groupes de discussion à l'automne et à l'hiver 2021-2022 et neuf entrevues à l'hiver et au printemps 2022.

Le sondage, qui a permis de gagner le concours de la plupart des participantes et participants à l'étude, établit des données de référence au sujet des niveaux de sensibilisation aux risques de catastrophes naturelles et de préparation (comportements de protection et de précaution) de la population canadienne. Il a également révélé les préférences de la population en matière d'informations et de messages connexes, mais il n'a pas permis d'obtenir de l'information supplémentaire au-delà des questions prédéterminées. Au cours de la phase suivante des activités de recherche, nous avons tenu des conversations de groupe avec des membres de la communauté et mis à l'essai des messages provenant de diverses sources, dans plusieurs formats (brochures, affiches, images et vidéos). Enfin, nous avons mené des entrevues pour mieux comprendre les obstacles à la connaissance et à la préparation auxquels sont confrontées les personnes nouvellement arrivées au Canada, qui étaient sous-représentées dans le sondage initial.

Tous les outils de recherche ont été conçus pour évaluer le degré de sensibilisation des Canadiennes et Canadiens faisant partie des cinq groupes cibles de l'étude en ce qui concerne les risques de catastrophes naturelles dans leur région, leur degré de préparation à ces dangers et tout obstacle associé à l'apprentissage et à la prise de mesures pour s'y préparer.

L'équipe de recherche s'est inspirée de la théorie de la conscience critique, qui cerne la façon dont les facteurs de l'importance perçue des risques (dont témoigne la fréquence à laquelle les gens discutent des dangers avec autrui), de la perception des risques et de l'anxiété spécifique aux dangers influent les uns sur les autres pour motiver la préparation<sup>33</sup>. La disponibilité des ressources (p. ex. temps, compétences), le sentiment d'efficacité personnelle et les mécanismes d'adaptation en fonction des problèmes modulent la relation entre ces facteurs de motivation et l'état de préparation.

**Pour mesurer la conscientisation**, nous avons posé une série de questions indirectes sur la perception des personnes au sujet des risques en lien avec les catastrophes naturelles qui menacent leur communauté (p. ex. leur niveau d'inquiétude concernant les dangers naturels, leurs perceptions à l'égard de la probabilité que ces dangers naturels se produisent là où elles vivent).

**Pour mesurer l'état de préparation des participantes et participants,** nous leur avons posé des questions sur les types de mesures prises pour se préparer aux urgences, sur le temps qu'ils y avaient consacré et sur leur capacité perçue à répondre à une urgence liée à une catastrophe naturelle (sentiment d'efficacité personnelle).

Collectivement, les trois volets de recherche ont permis d'examiner ces éléments communs à l'aide de différentes techniques et d'explorer plusieurs thèmes supplémentaires, notamment l'information et les messages, les réseaux et les relations sociales de même que la résilience communautaire aux catastrophes.

### 3.1 Sondage — Le point sur les attitudes à l'égard de la sensibilisation et de la préparation aux dangers naturels

L'objectif du sondage était d'examiner le niveau de sensibilisation et de préparation aux dangers naturels des résidentes et résidents du Canada faisant partie de cinq groupes cibles. Le sondage visait à déterminer si ces personnes se renseignent sur les inondations, les feux de forêt ou les tremblements de terre dans leur région et la façon dont ils s'y prennent pour le faire. Pour déterminer les réseaux sociaux et les relations des personnes, qui sont des leviers essentiels de la résilience aux catastrophes, nous avons étudié le soutien que les participantes et participants pensent qu'ils pourraient recevoir de la part de leurs proches, de leur voisinage et de leurs groupes sociaux s'ils en avaient besoin, que ce soit ou non lors d'une situation d'urgence.

Environics Research a mené un sondage téléphonique auprès de 500 résidentes et résidents du Canada entre juillet et août 2021 pour le compte du réseau P4A et de la Croix-Rouge canadienne. Cinq régions ont été sélectionnées pour l'étude : Ottawa (Ontario); le comté de Renfrew (Ontario); Thompson (Manitoba); Richmond (Colombie-Britannique); et la région de Bay St. George (Terre-Neuve-et-Labrador). La composition aléatoire de numéros de téléphone fixe a été utilisée pour établir un échantillon de résidentes et résidents vivant dans des régions précises.

Chaque région a été divisée en communautés plus petites, selon le code postal, et a été classée dans une ou plusieurs catégories en fonction des risques de catastrophes naturelles, comme l'indique le tableau 3. Certaines personnes se sont identifiées à plusieurs caractéristiques démographiques. C'est pourquoi plusieurs apparaissent dans plus d'une colonne.

Région	Catégories de risque	Tous les répondants et répondantes (n = 500)	Femmes (n = 310)	Personnes âgées (n = 161)	Personnes autochtones (n = 71)	Personnes nouvellement arrivées au Canada* (n = 68)	Personnes à faible revenu (n = 169)
Ottawa (Ont.)	Inondation, tremblement de terre	76	55	28	6	12	18
Comté de Renfrew (Ont.)	Inondation, feux de forêt	170	110	50	14	11	67
Thompson (Man.)	Inondation, feux de forêt	71	43	15	14	9	15
Richmond (C.-B.)	Inondation, tremblement de terre	88	44	37	1	31	18
Région de Bay St. George (T.-N.-L.)	Inondation, feux de forêt	95	58	31	36	5	51

**Tableau 3.** Participantes et participants au sondage par région, catégorie de risque (catastrophe) et groupe cible

Les données liées aux groupes démographiques de cette étude ont été pondérées en fonction de la répartition des caractéristiques connexes dans la population générale.

De plus, Environics Research a suréchantillonné des communautés particulières dans lesquelles le poids relatif des personnes incluses dans les groupes démographiques de cette étude est plus élevé.

**\* Une note sur la participation au sondage des personnes nouvellement arrivées au Canada**

*Le niveau de participation des personnes nouvellement arrivées au Canada s'est révélé inférieur au nombre attendu et était le plus faible par rapport aux autres groupes (n=1).*

*C'est pourquoi le sondage a porté sur tous les nouveaux Canadiens et Canadiennes (c.-à-d. toute personne née à l'extérieur du Canada, peu importe le nombre d'années écoulées depuis son arrivée) aux fins de l'analyse (n = 68). Cela affaiblit considérablement la généralisation de ces résultats aux personnes nouvellement arrivées au Canada (c'est-à-dire celles qui sont arrivées au Canada au cours des cinq dernières années).*

*L'analyse documentaire qui a précédé le sondage a révélé certains défis communs auxquels sont confrontés les chercheurs et chercheuses qui étudient les populations de personnes nouvellement arrivées au Canada. Il s'agit notamment de la méfiance à l'égard du processus de recherche, des barrières linguistiques entre l'équipe de*

*recherche et les participants et participantes, des différences culturelles, de la petite taille de la population à l'échelle de la recherche et de la précarité des logements ou du statut juridique des immigrantes et immigrants récents* <sup>34, 35, 36, 37</sup>.

*La capacité d'inclure les personnes nouvellement arrivées au Canada dans l'échantillon a été limitée par des caractéristiques spécifiques de la conception du sondage, que nous abordons ci-dessous.*

## CONTRAINTES LIÉES À LA CONCEPTION DU SONDAGE : ÉCHANTILLONNAGE DES PERSONNES NOUVELLEMENT ARRIVÉES AU CANADA

En ce qui concerne la conception du sondage, les deux principaux obstacles à l'inclusion des personnes nouvellement arrivées au Canada sont liés aux régions sélectionnées et à la méthode de mise en œuvre du sondage.

### **1/ Codes postaux**

L'étude a cerné un ensemble précis de communautés définies par des codes postaux dans les cinq régions.

Toutefois, les codes postaux ne révèlent pas les caractéristiques démographiques de la population d'une région. Au cours de l'analyse, l'équipe de recherche a fusionné les codes postaux avec les données du Recensement canadien de 2016 pour déterminer les données démographiques des zones sélectionnées. L'intégration des ensembles de données a révélé que les codes postaux sélectionnés engendraient une sous-représentation des personnes nouvellement arrivées au Canada.

Par exemple, les résidentes et résidents du comté de Renfrew, en Ontario, ont affiché le plus haut niveau de participation au sondage, mais très peu de personnes nouvellement arrivées au Canada habitent dans cette région, comparativement aux quatre autres collectivités<sup>38</sup>. Le deuxième niveau de participation le plus élevé a été enregistré à Constance Bay, dans la région géographique d'Ottawa où résident encore moins de personnes nouvellement arrivées au Canada<sup>38</sup>.

De plus, en raison de la date du recensement, aucune donnée sur les personnes nouvellement arrivées au Canada au cours des cinq dernières années n'était disponible.

### **2/ Sondage téléphonique ciblant les ménages munis d'une ligne fixe**

Le sondage téléphonique a été réalisé par composition aléatoire au moyen d'une liste de numéros de téléphone fixe pour les codes postaux sélectionnés. L'exclusion des adultes des ménages n'ayant pas de téléphone fixe, de ceux qui utilisent exclusivement des téléphones mobiles et de ceux qui n'ont accès à aucun type de téléphone pourrait avoir créé un biais de sélection défavorable aux personnes nouvellement arrivées au Canada dans chaque région.

Au cours de la dernière décennie, le pourcentage de ménages canadiens disposant d'un téléphone fixe n'a cessé de diminuer alors que le pourcentage de ménages disposant d'un téléphone mobile a rapidement augmenté.<sup>39</sup> Les données sur l'utilisation du téléphone fixe par les personnes nouvellement arrivées au Canada n'étaient pas disponibles.

Les personnes nouvellement arrivées au Canada jouent un rôle important dans la transition de la téléphonie par ligne fixe à la téléphonie mobile. Un groupe de recherche basé à Toronto a constaté que les personnes nouvellement arrivées au Canada sont plus susceptibles d'utiliser leur téléphone mobile pour presque toutes les activités (c'est-à-dire la messagerie, les appels téléphoniques ou vidéo, les médias sociaux, les services bancaires en ligne, la diffusion de vidéos) que la population générale<sup>40</sup>.

### 3.2 Groupes de discussion — Rétroaction de cinq communautés sur les messages relatifs aux dangers

L'objectif des groupes de discussion était de mieux comprendre les perceptions et les préférences à l'égard de la communication sur la préparation aux dangers naturels parmi les cinq groupes cibles afin de cerner des moyens pour les organisations de favoriser la réduction des risques liés aux catastrophes et la préparation aux catastrophes pour ces groupes de personnes.

Un groupe de discussion est une méthode de recherche qui consiste à réunir un groupe de personnes présentant des similitudes sur le plan démographique pour mener auprès d'elles une discussion guidée, au cours de laquelle la chercheuse ou le chercheur recueille des données fondées sur les interactions du groupe et les commentaires des participants et participantes sur le sujet de la recherche.

Au cours de la séance de discussion, les participantes et participants ont été interrogés sur la manière dont ils préfèrent recevoir des messages relatifs à la préparation aux situations d'urgence, sur les obstacles nuisant à l'accès à ce type de messages et sur ce qui, selon eux, pourrait contribuer à la résilience des communautés face aux dangers naturels. Les participantes et participants devaient aussi examiner des exemples de messages sur les inondations, les feux de forêt et les tremblements de terre et donner leur avis sur le caractère informatif de ressources de communication en précisant dans quelle mesure elles les inciteraient à entreprendre des mesures de préparation.

## RESSOURCES DE COMMUNICATION

Au total, 11 ressources ont été mises à l'essai. En particulier, six ressources ont été étudiées dans chaque groupe de discussion. Le choix des ressources soumises à la mise à l'essai dépendait de la catégorie de risque pour laquelle le groupe de discussion était organisé. Les ressources ont été mises au point par la Croix-Rouge canadienne, Intelli-feu Canada, la BC Earthquake Alliance et Sécurité publique Canada. Consultez la liste complète à l'[Annexe 2](#).

## PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS AUX GROUPES DE DISCUSSION

Nous avons organisé sept séances de discussion en ligne avec 29 personnes vivant dans cinq régions, dont Ottawa (Ontario), le comté de Renfrew (Ontario), Richmond (Colombie-Britannique), Thompson (Manitoba) et la région de Bay St. George (Terre-Neuve-et-Labrador). La composition des groupes de discussion comprenait des membres de plusieurs groupes cibles cernés par la Croix-Rouge.

Chaque groupe de discussion comptait trois à huit personnes. Le nombre idéal de participantes et de participants à un groupe de discussion dans le cadre d'une recherche en sciences sociales se situe entre six et huit personnes. Cependant, la plupart des chercheuses et chercheurs sont d'accord pour dire que les séances de discussion tenues en ligne devraient comprendre moins de participantes et participants que celles menées en personne (trois à cinq pour les groupes de discussion en ligne menés en mode synchrone), afin d'assurer une conversation naturelle, d'encourager le dialogue entre les participantes et participants et de s'assurer que toutes les informations peuvent être traitées<sup>41, 42, 43</sup>.

Le tableau 4 présente un aperçu des participantes et participants aux groupes de discussion.

Région	Catégories de risque	Nombre de participant(e)s	Groupes cibles				
			Genre	Personnes âgées	Personnes à faible revenu	Personnes nouvellement arrivées au Canada	Personnes autochtones
Ottawa (Ont.)	Inondation, tremblement de terre	8	femmes	0 (de 18 à 54 ans)	3*	7	0
Ottawa (Ont.)	Inondation, tremblement de terre	4	hommes	0 (de 25 à 44 ans)	1*	2	2
Renfrew (Ont.)	Inondation, feux de forêt	3	femmes	0 (de 45 à 64 ans)	1	0	0

T.-N.-L. (Stephenville – Flat Bay – Port-au-Port – St. George)	Inondation, feux de forêt	3	Une femme et deux hommes	3	1*	0	0
Thompson (Man.)	Inondation, feux de forêt	3	femmes	3	0	0	0
Richmond (C.-B.)	Inondation, tremblement de terre	4	hommes	0 (de 18 à 44 ans)	1	4	0
Tout le Canada (Ottawa, Ont.; Richmond, C.-B.; T.-N.-L.)	Inondation, feux de forêt, tremblement de terre	4	Trois femmes et un homme	10	0	0	1
<b>TOTAL</b>	<b>«S.O.»</b>	<b>29</b>	<b>18 femmes 11 hommes</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>13</b>	<b>3</b>

**Table 4.** Aperçu de la composition des groupes de discussion

\***La divulgation de l'information sur le revenu était volontaire.** Certains participants et participantes de ce groupe n'ont pas divulgué le revenu de leur ménage.

### 3.3 Entrevues — Entretiens avec des personnes nouvellement arrivées au Canada

En raison du faible taux de participation des personnes nouvellement arrivées au Canada durant la phase de sondage (personnes arrivées au Canada depuis moins de cinq ans), l'équipe de recherche a conclu qu'elle devait s'engager davantage auprès de cette population d'une manière différente afin de recueillir des idées.

En vue d'intégrer la redondance à la conception de l'étude, ces entrevues abordaient des questions semblables à celles du sondage. En d'autres termes, les entrevues visaient à obtenir de l'information sur les niveaux de sensibilisation et de préparation aux dangers naturels chez les personnes nouvellement arrivées au Canada. Elles visaient aussi à explorer les enjeux liés à leurs réseaux sociaux, leurs relations et leurs préférences en matière de sources d'information sur ces dangers naturels. Cependant, contrairement aux questions du sondage, les questions de l'entrevue étaient pour la plupart ouvertes afin de laisser libre cours à la conversation.

Neuf entrevues ont été réalisées auprès de personnes nouvellement arrivées au Canada dans chacune des trois communautés : Ottawa (Ontario), Thompson (Manitoba) et Richmond (Colombie-Britannique). Ces communautés ont été choisies parce qu'elles comptent la plus grande proportion de personnes nouvellement arrivées au Canada et que les dangers naturels y sont représentés de façon équilibrée<sup>44</sup>. Le tableau 5 donne un aperçu des caractéristiques des personnes ayant participé aux entrevues.

Région	Catégories de risque	Nombre de participant(e)s	Caractéristiques démographiques		
			Genre	Personnes à faible revenu	Situation en lien avec le logement
Ottawa (Ont.)	Inondation, tremblement de terre	4	2 hommes 2 femmes	3*	3 locataires 1 propriétaire
Thompson (Man.)	Inondation, feux de forêt	1	1 femme	0	1 locataire
Richmond (C.-B.)	Inondation, tremblement de terre	4	2 hommes 2 femmes	3	4 locataires

**Tableau 5.** Aperçu des caractéristiques des participantes et participants aux entrevues

## 4.0 RÉSULTATS ET ANALYSE

### Pistes pour sensibiliser et préparer les populations à risque au Canada

Dans l'ensemble, les différences entre les groupes démographiques inclus dans l'étude étaient mineures. Dans les sections ci-dessous, nous soulignons les cas où les différences entre les groupes démographiques révèlent des considérations intéressantes.

*Remarque : Alors que le sondage permet de tirer des conclusions statistiquement généralisables, les groupes de discussion ont été conçus pour obtenir une rétroaction qualitative sur les communications relatives à la préparation aux situations d'urgence. Compte tenu de la conception de ces séances et de la taille réduite de l'échantillon, les observations découlant des groupes de discussion peuvent servir de points de départ à une exploration approfondie, mais ne permettent pas des généralisations.*

#### 4.1 Résultats du sondage — Ce que nous avons entendu

##### PERCEPTIONS À L'ÉGARD DES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES

- Près d'un cinquième (17 %) des participantes et participants de la catégorie « Risque d'inondation » affirment que leur domicile a déjà été touché par une inondation. Le résultat est le même dans la catégorie « Risque de tremblement de terre » : dans une proportion de près d'une personne sur cinq (17 %), les membres de ce groupe affirment que leur domicile a déjà été touché par un tremblement de terre.
- Dans une proportion de 5 %, les personnes faisant partie de la catégorie « Risque de feux de forêt » disent que leur maison a été touchée par un tel incendie. À Thompson, au Manitoba, cette proportion est nettement plus élevée (17 %).
- Les résultats témoignant de la perception du risque sont les plus élevés pour les inondations. En effet, 41 % des répondantes et répondants ont indiqué considérer ce risque comme élevé ou modéré dans leur région. Suivent les résultats témoignant des perceptions des risques de feux de forêt (34 %) et de tremblements de terre (24 %).
- Nous observons de légères différences quant aux résultats témoignant du niveau de préoccupation générale des répondants et répondantes concernant les risques de catastrophes naturelles (ces résultats oscillent de 39 % à 48 %). Les variations des perceptions des risques peuvent être davantage attribuées à la région géographique qu'au groupe démographique dont font partie les participantes et participants.

Le niveau de préoccupation générale des répondants et répondantes à l'égard des risques de catastrophes naturelles est limité : seulement 45 % d'entre eux estiment qu'ils sont très ou plutôt préoccupés.

- Les dangers naturels constituent la principale préoccupation, comparativement aux finances, à l'accessibilité au logement ou à la criminalité et à la sécurité, sauf à Thompson, au Manitoba, où le dernier aspect soulève le plus de préoccupations. Toutefois, peu de participants et de participantes disent craindre que leur maison soit touchée par une catastrophe naturelle.

	Femmes %	Hommes %	Personnes aînées %	Personnes autochtones %	Personnes à faible revenu %	Personnes nouvellement arrivées au Canada (depuis moins de 20 ans) %
Très préoccupé(e)	12	10	12	13	12	0
Quelque peu préoccupé(e)	36	29	34	27	31	44
Risque perçu comme élevé/ modéré	Inondation	43	38	37	44	38
	Feux de forêt	35	33	31	37	33
	Tremblement de terre	24	23	29	6	18

**Tableau 6.** Résultats associés à une question sur les préoccupations et les perceptions des participantes et participants en lien avec les risques que des catastrophes naturelles comme des inondations, des tremblements de terre ou des feux de forêt endommagent leur domicile.

Les niveaux de préoccupation des participantes et participants à l'égard des dangers naturels étaient comparables dans tous les groupes démographiques, à l'exception de celui des personnes nouvellement arrivées au Canada.

## PRÉPARATION AUX RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES

La plupart des personnes interrogées (57 %) n'ont pas consacré de temps à leur préparation aux situations d'urgence au cours de l'année qui vient de s'écouler.

- Si la plupart des personnes interrogées n'ont pas récemment consacré de temps à leur préparation en cas d'urgence, une majorité d'entre elles ont

constitué une trousse de premiers soins (70 %) et dressé une liste de numéros en cas d'urgence (57 %). Certaines d'entre elles peuvent avoir entrepris ces actions pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la préparation aux situations d'urgence (sécurité de base, activités récréatives, garde des enfants, etc.).

- En comparaison, peu de répondantes et répondants au sondage ont déclaré avoir effectué des préparatifs précis en cas d'urgence. Tandis que moins de la moitié des personnes interrogées disent avoir une trousse d'urgence, le tiers seulement des répondants et répondantes affirment avoir créé un plan de sortie ou d'évacuation d'urgence, désigné un lieu de rencontre ou prévu des provisions pour répondre aux besoins de leur ménage pendant trois jours.
- En ce qui concerne les participantes et participants au sondage qui ont cherché de l'information sur les dangers naturels (23 % des personnes interrogées), les sources qu'ils ont consultées le plus couramment sont Internet (45 %) et les sites gouvernementaux (20 %).
- Les répondantes et répondants au sondage ayant un faible revenu consacrent moins de temps aux préparatifs d'urgence que les quatre autres groupes démographiques de l'étude et sont aussi moins susceptibles d'avoir entreposé des provisions pour trois jours. Les personnes âgées sont également moins susceptibles d'avoir préparé une trousse de premiers soins.
- Les participantes et participants faisant partie de la catégorie « Risque de tremblement de terre » sont plus susceptibles de faire état d'efforts d'atténuation que ceux des catégories « Risque d'inondation » ou « Risque de feux de forêt ». Ils sont également plus enclins à consacrer du temps à la préparation aux urgences en général et à indiquer qu'ils ont constitué des réserves pour répondre à leurs besoins pendant trois jours.
- La plupart des personnes interrogées (80 %) ne sont pas parvenues à cerner de défi particulier compliquant leur préparation aux situations d'urgence. Des obstacles liés à l'âge, à la santé ou à la présence d'un handicap ont été mentionnés par 6 % d'entre elles, tandis que 5 % seulement des répondants et répondantes ont signalé qu'un manque de sensibilisation constituait un obstacle.

## INFORMATIONS ET MESSAGES

Dans une proportion de 23 %, les personnes interrogées disent avoir cherché de l'information sur les dangers naturels au cours de l'année qui vient de s'écouler. Celles ayant cherché à obtenir de l'information à ce sujet ont préféré les sources générales sur Internet et les sites gouvernementaux.

## Canaux de communication préférés



**Figure 6.** Canaux de communication privilégiés par les répondantes et répondants au sondage pour obtenir de l'information sur la préparation.

- Les personnes à faible revenu sont considérablement moins susceptibles de chercher à obtenir de l'information.

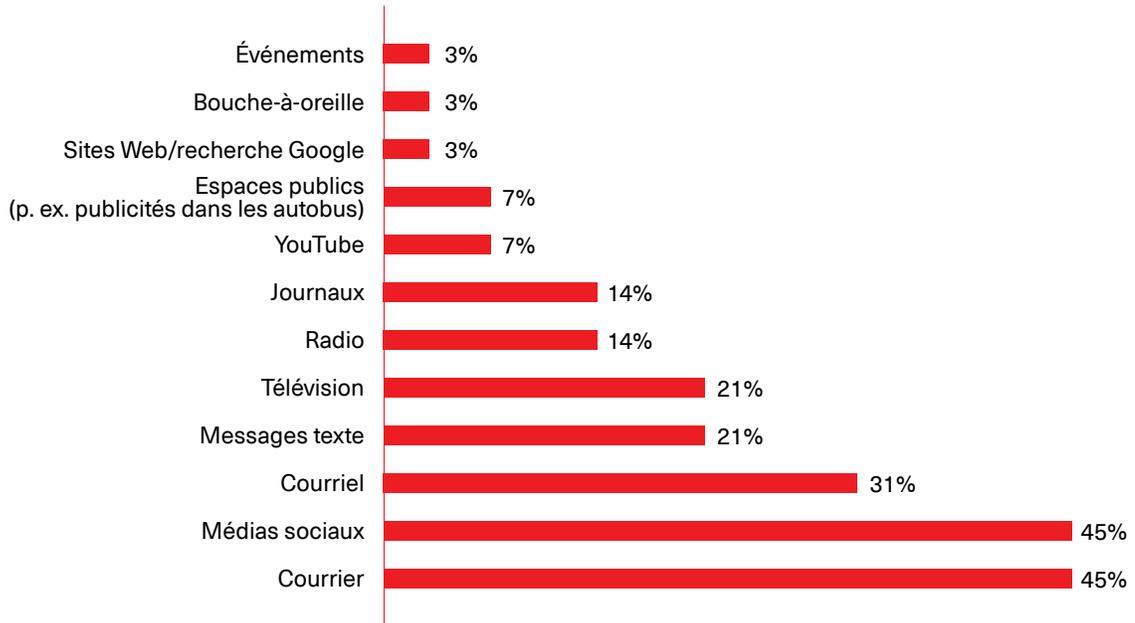
## RÉSEAUX SOCIAUX ET SENTIMENT D'EFFICACITÉ PERSONNELLE

- Le tiers des personnes interrogées (32 %) se disent très confiantes dans leur capacité à faire face à une situation d'urgence, et la moitié (50 %) d'entre elles ont de nombreuses personnes vers lesquelles elles peuvent se tourner pour obtenir de l'aide.
- Les femmes (79 %) ont moins confiance que les hommes (91 %) en leur capacité à faire face à une situation d'urgence. Cependant, les femmes (55 %) sont plus susceptibles que les hommes (45 %) de déclarer qu'elles peuvent se tourner vers de nombreuses personnes pour obtenir de l'aide si une urgence survient.
- Les personnes autochtones ayant répondu au sondage se disent très confiantes dans leur capacité à faire face à une situation d'urgence (86 %) et sont plus enclines à dire qu'elles peuvent se tourner vers de nombreuses personnes pour obtenir de l'aide (68 %).

## 4.2 Résultats des groupes de discussion — Ce que nous avons entendu

- 17 % des participantes et participants ont été personnellement touchés par des inondations, 14 % par des feux de forêt et 3 % par des tremblements de terre.
- Bien que les dangers naturels constituent la principale préoccupation parmi un ensemble de préoccupations possibles comprenant aussi les finances, l'accessibilité du logement ou la criminalité, seuls 34 % des participants ou participantes les considèrent comme une préoccupation majeure. Les résultats témoignant des préoccupations relatives à la criminalité sont plus élevés à Thompson, au Manitoba, que dans toute autre région.
- La préparation aux situations d'urgence est considérée comme « très importante » par la plupart des participantes et participants.
- La plupart des gens parlent des inondations, des feux de forêt et des tremblements de terre de manière saisonnière.
- Le courrier et les médias sociaux sont les canaux de communication préférés pour obtenir de l'information sur les interventions d'urgence. Plusieurs personnes ont mentionné qu'elles s'attendraient à pouvoir consulter de l'information sur la préparation sous forme de publicités sur les médias sociaux, comme Facebook et YouTube. Ces préférences sont illustrées à la [figure 7](#), tandis que la [figure 8](#) montre les préférences en matière de canaux de communication des participants et participantes aux groupes de discussion en fonction des groupes démographiques.
- L'administration municipale ou locale constitue la source d'information préférée en matière de préparation aux situations d'urgence. Suivent les autres paliers de gouvernement (ce qui inclut les réponses « le gouvernement », « gouvernement » et « organisations ou agences gouvernementales ») et « la Croix-Rouge ». La majorité des personnes qui ont inscrit « la Croix-Rouge » étaient des personnes nouvellement arrivées au Canada. En ce qui concerne les interventions en cas de feux de forêt, une personne a souligné ceci dans le cadre d'une séance de discussion : « C'est la responsabilité du gouvernement d'intervenir à la suite de feux de forêt, donc j'aimerais obtenir cette information du gouvernement ».

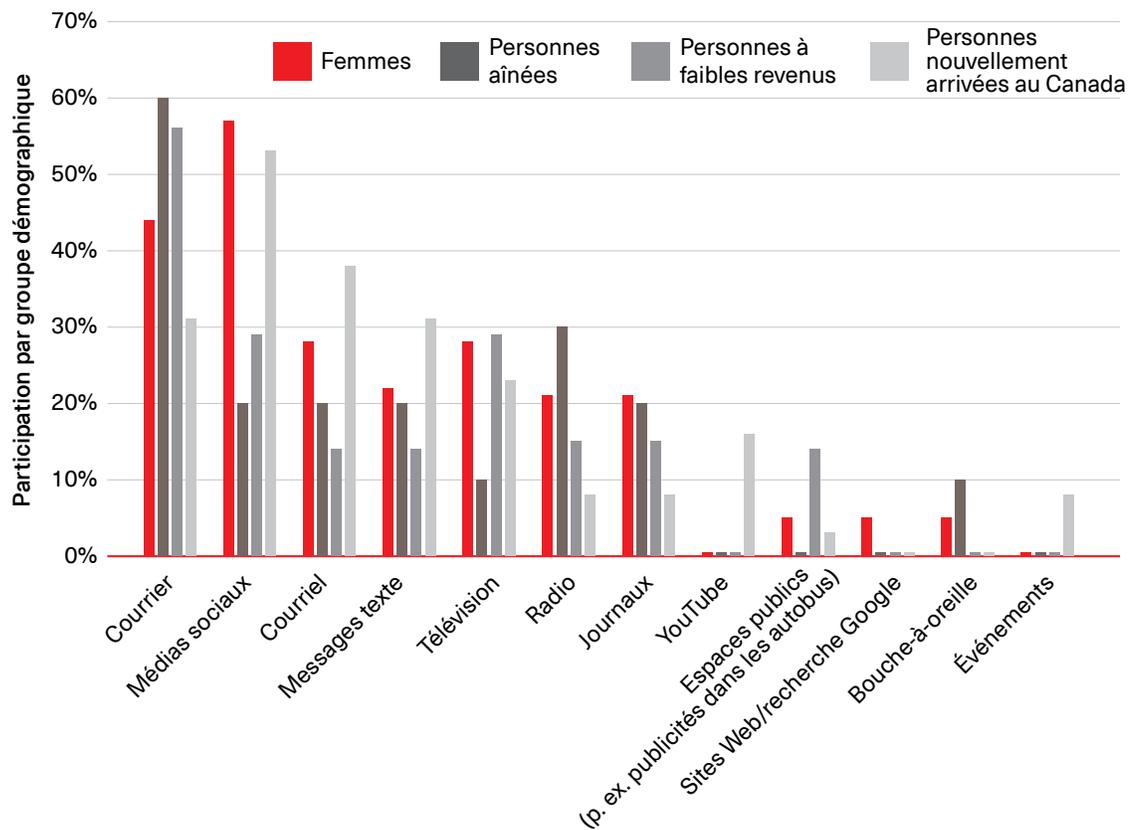
## Canaux de communication préférés



Pourcentage des participantes aux groupes de discussion

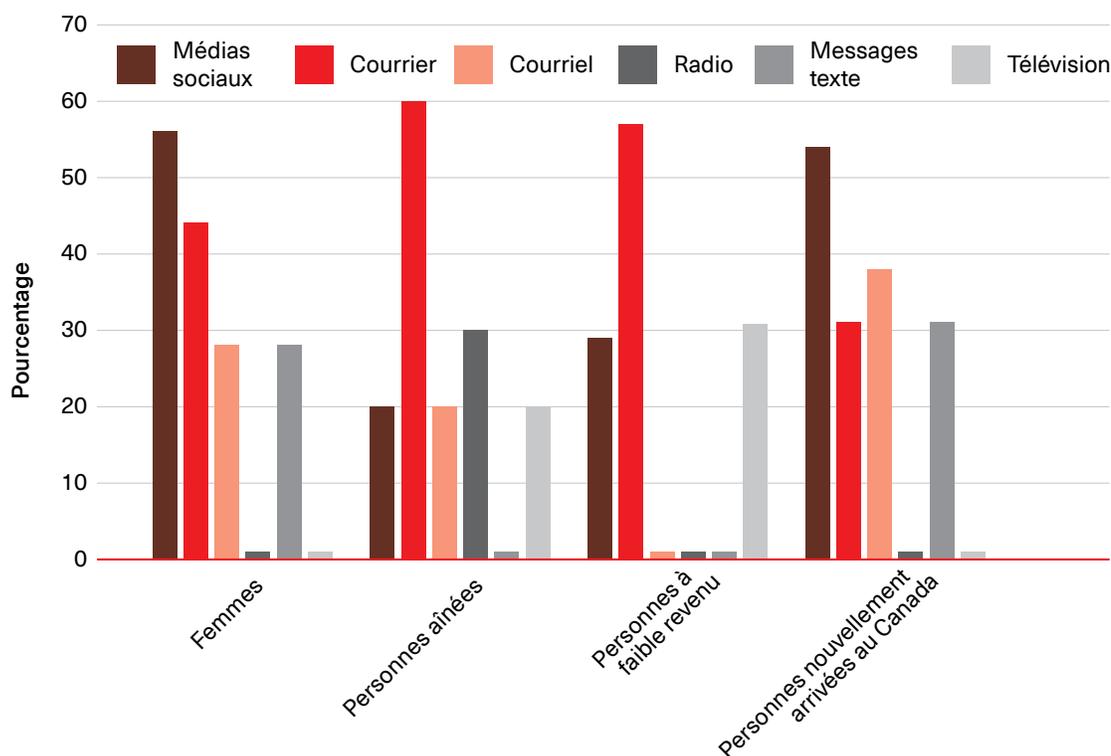
**Figure 7.** Canaux de communication préférés pour recevoir de l'information sur la préparation, selon les participantes et participants des groupes de discussion (n=29).

## Canaux de communication préférés



**Figure 8.** Canaux de communication préférés pour obtenir de l'information sur la préparation, selon les participantes et participants des groupes de discussion (n=29).

## Canaux de communication préférés



**Figure 9: Principaux canaux de communication préférés, selon les caractéristiques démographiques des participantes et participants des groupes de discussion (n=29).**

Les participantes et participants aux groupes de discussion étaient invités à nommer jusqu'à trois canaux de communication préférés pour recevoir des messages d'urgence. La [figure 8](#) illustre les préférences de chaque groupe démographique. Ainsi, le pourcentage fait référence à la proportion d'un groupe démographique qui préfère ce canal particulier pour les communications d'urgence; il n'indique pas les préférences de chaque groupe démographique par rapport à l'échantillon total des participantes et participants des groupes de discussion. Par exemple, 56 % des femmes, tous groupes de discussion confondus, préfèrent recevoir des communications par les médias sociaux, alors que seulement 20 % des personnes âgées sont de cet avis.

La figure 9 montre les principales préférences en matière de canaux de communication en fonction des caractéristiques démographiques. De nouveau, ces préférences sont exprimées en pourcentage du groupe démographique. Étant donné que les participants et participantes peuvent faire partie de catégories démographiques (p. ex. une femme nouvellement arrivée au Canada qui a un faible revenu) et qu'ils pouvaient choisir un à trois canaux de communication, les préférences de certaines personnes ayant pris part aux groupes de discussion sont surreprésentées par rapport aux autres.

Le plus grand obstacle à la préparation : « Ça ne m'arrivera pas », « Je sais que je devrais me préparer, mais je n'ai encore rien fait ».

- Les plus grands obstacles à la préparation étaient le déni et l'indifférence, c'est-à-dire l'impression que l'on ne sera pas personnellement touché par un ou plusieurs dangers naturels dans sa région, faute de percevoir le risque ou en raison d'une perception erronée du ou des dangers naturels. Le coût est le deuxième obstacle le plus important à la préparation; tous ceux qui ont cité cet obstacle font partie du groupe des personnes à faible revenu.
- Le troisième obstacle le plus important à la préparation est le manque de sensibilisation aux risques de catastrophes naturelles dans la région et le manque de connaissances sur la meilleure façon de se préparer à un événement d'urgence.

Mesures à prendre pour surmonter les trois obstacles à la préparation aux dangers naturels — le déni et l'indifférence, les obstacles financiers et la sensibilisation :

- **Améliorer les communications ou l'information sur la préparation.** Les participantes et participants ont exprimé le besoin d'accroître la sensibilisation par le biais de communications générales, par exemple, « des messages plus fréquents sur la préparation », « un bulletin d'information mensuel ou un blogue présentant des suggestions de préparation », « des ressources accessibles, comme un aimant pour le réfrigérateur » et « la présentation d'un plus vaste éventail d'informations ».
- **Diffuser plus d'information sur les risques.** Les participantes et participants ont recommandé la mise en œuvre d'initiatives de sensibilisation, comme des ateliers communautaires et des séances d'information dans les écoles. Deux personnes ont mentionné que leurs enfants reçoivent de l'information sur la préparation aux situations d'urgence à l'école. D'autres personnes ayant participé aux séances de discussion ont suggéré les mesures suivantes : « organiser des webinaires et des événements gratuits dans les centres communautaires pour sensibiliser le public », « organiser des réunions communautaires dans la région » et « informer les gens sur ce qu'ils doivent faire à l'avance ».
- **Augmenter les ressources financières.** L'ensemble des participantes et participants à faible revenu se sont dits préoccupés par l'obstacle financier et ont formulé à ce sujet des énoncés analogues aux suivants : « il faut pouvoir mettre de l'argent de côté pour cela », « le gouvernement pourrait contribuer », « de meilleures connaissances financières », « peut-être un service avec abonnement pour réduire les coûts financiers ponctuels » et « une trousse d'urgence standard abordable ».

Dans les séances de discussion, les documents contenant des listes de vérification, les guides pratiques, ainsi que les vidéos courtes et rythmées dans lesquelles de vraies personnes (et non des dessins animés) effectuent des actions de préparation sont les ressources que les participantes et participants des groupes de discussion ont préférées. Les appels à l'action sont également prisés.

### Le message

- Les gens préfèrent **les messages pratiques qui peuvent être mis en application** (p. ex. « *ne pas essayer de donner toute l'information possible* », « *court et direct* », « *aller droit au but* »).
  - Au sujet d'une ressource contenant beaucoup de texte, une personne ayant participé à une séance de discussion a dit : « *J'ai fait défiler le texte jusqu'au bout sans le lire* ». (Notez que ce commentaire sous-entend également que cette personne obtiendrait ses renseignements en ligne.)
  - Des instructions écrites sur la façon de créer une trousse d'urgence ont été spécifiquement demandées.
  - Une personne participant à une séance de discussion a déclaré : « *J'aime la liste de vérification en cas d'inondation et les listes sur la trousse d'urgence... Les mesures présentées sont très utiles.* »
- **Étant donné que la plupart des gens n'ont pas conscience des risques et qu'ils n'ont pas été personnellement confrontés à un danger naturel, il est utile d'expliquer simplement l'existence de risques liés aux catastrophes naturelles comme les inondations, les feux de forêt ou les tremblements de terre.** Une personne ayant participé à une séance de discussion a déclaré : « *Ma principale préoccupation vient de ce que toute cette information n'a aucune valeur face au déni. Je me demande si davantage de témoignages de personnes ayant été touchées par un tremblement de terre ne pourraient pas compléter cette information.* » Un autre participant a admis : « *Je ne vais pas agir à moins qu'il y ait une menace immédiate dans ma communauté. Je n'aurais aucune raison d'aller sur ce site Web [d'une ressource].* »
- De même, en ce qui concerne **l'infographie #FloodReady**, certaines personnes ont **demandé que les ressources prennent en compte d'autres modes d'habitation que les maisons unifamiliales.** Une personne a demandé : « *Comment les personnes vivant en appartement sont-elles touchées? Je pense que c'est le principal groupe démographique [de ma ville].* »

- Une personne à faible revenu qui a participé à une séance de discussion a indiqué qu'il serait **utile d'ajouter une estimation des coûts** dans les ressources qui présentent des recommandations pour mieux protéger une maison contre les inondations. Une autre personne a également fait remarquer que les trousse de premiers soins qu'elle a trouvées sont trop chères. La vidéo de la Croix-Rouge sur l'assemblage d'une trousse d'urgence avec un budget limité donne une bonne idée du coût d'une trousse de premiers soins.

### Le messager

- En général, les gens ont préféré les ressources mises au point **par la Croix-Rouge**.
- **Les participantes et participants ont déclaré qu'ils préfèrent recevoir de l'information de la part du gouvernement et de la Croix-Rouge**, certaines personnes utilisant les mots « confiance » et « crédible » pour décrire ces sources. Une personne a indiqué qu'elle aimait que la personne représentant la Croix-Rouge dans la vidéo porte un dossard de la Croix-Rouge. Elle trouve que cela ajoute à la crédibilité du message. D'autre part, une personne aînée a mentionné qu'elle associait depuis longtemps la Croix-Rouge à la préparation aux situations d'urgence : *« pour les gens de notre génération... la Croix-Rouge a eu une grande influence dans nos vies pour la préparation aux situations d'urgence »*.
- **Une plus grande est souhaitée sur le plan des personnes prenant la parole**. En réaction à une vidéo de la Croix-Rouge dans laquelle un homme blanc plus âgé fournissait les informations, une personne participant à une séance de discussion a déclaré ceci : *« J'ai d'abord pensé que j'ai écouté suffisamment de conseils d'hommes blancs dans ma vie. Pourquoi pas une femme de couleur? Ou encore, plusieurs personnes pourraient prendre la parole au lieu d'un seul homme blanc âgé »*.
- Outre la Croix-Rouge et les instances gouvernementales, les gens ont mentionné **d'autres sources** dont ils aimeraient recevoir des ressources en matière de préparation aux situations d'urgence, notamment les **écoles de leurs enfants**, leurs **lieux de travail** et leurs **compagnies d'assurance**. Une personne a ajouté : *« Comme mentionné précédemment, la compagnie d'assurance est une bonne source. Imaginez si une publicité d'une compagnie d'assurance indiquait : "une trousse d'urgence peut faire baisser vos primes" »*.

### COMMENT TRANSMETTRE CES MESSAGES

- **Des formats multiples qui peuvent être facilement partagés**. Les ressources vidéo doivent être accompagnées d'un lien ou d'une application afin que les gens puissent trouver d'autres ressources et partager des liens et de l'information dans leur réseau.

Les participantes et participants aiment les ressources colorées et jugent « ennuyeux » les documents contenant beaucoup de texte et peu de couleurs.

■ **Une préférence pour le courrier accrocheur, principalement chez les personnes âgées.**

- Les **personnes âgées** représentent près de la moitié (46 %) du groupe qui a exprimé une préférence pour le courrier. Dans les groupes de discussion, des personnes âgées ont exprimé des inquiétudes quant à la fiabilité d'Internet en cas d'urgence, indiquant aussi qu'elles n'ont pas de comptes de médias sociaux. Une personne âgée a indiqué : « Ne dépendez pas des médias sociaux, car ce n'est pas tout le monde qui y est ».
- **Aspects visuels** : Les participantes et participants aux groupes de discussion qui ont exprimé une préférence pour le courrier ont également privilégié l'utilisation de **matériel accrocheur, présentant l'information clairement, qui peut s'intégrer de manière permanente au décor de leur foyer**, comme les aimants de réfrigérateur ou les affichettes pouvant être accrochées sur un mur ou à une porte. À ce sujet, quelqu'un a ajouté : « *Le courrier traditionnel qui peut être affiché sur le réfrigérateur constitue un rappel visuel et donne l'occasion de relire souvent l'information présentée* ».

Les participantes et participants ont parlé de l'efficacité du recours à un certain « facteur de peur » en diffusant des ressources qui inspirent une certaine crainte et un sentiment d'urgence.

- **Des vidéos plus percutantes qui montrent de vraies images d'inondations, de feux de forêt ou de tremblements de terre.** Une personne a demandé : « *À quoi ressemblerait une inondation, parce que je n'en ai jamais fait l'expérience? On peut montrer des images?* ». Et une autre a indiqué : « *Je préfère aussi les images qui évoquent des scénarios... c'est un très bon rappel... nous avons tendance à oublier ces choses, aussi* ».



© Croix-Rouge Canadienne

- Pour que les participantes et participants soient prêts à agir face au risque de danger, ils doivent être capables de s'identifier à l'information. En référence à une infographie sur le thème des inondations, une personne a écrit dans le clavardage en ligne : « *Cela ne m'encourage pas à agir, parce que ça ne semble pas me toucher. Cette infographie pourrait être modifiée pour s'appliquer davantage à ma situation* ». En réaction à une autre ressource, une personne participant à la séance de discussion a fait remarquer : « *[Ma ville] est sur un terrain plat, il n'y a pas de pente naturelle, donc ça ne s'applique pas* ».
- **Pour recevoir de l'information sur la préparation aux situations d'urgence, les canaux de communication préférés dépendent du format :**
  - Si la ressource est une **vidéo**, les personnes ayant participé aux séances de discussion affirment préférer **YouTube et les médias sociaux (p. ex. Twitter, TikTok, Facebook)**.
  - S'il s'agit d'un dépliant, elles préfèrent largement le recevoir par **la poste ou l'obtenir dans un lieu qu'elles fréquentent souvent (p. ex. leur lieu de travail)**.
  - À l'exception de la préférence des personnes âgées pour le courrier, aucune tendance démographique notable n'a été relevée en ce qui concerne les canaux de communication privilégiés par chaque groupe de participantes et participants pour recevoir ce type d'information (p. ex. médias sociaux, télévision, poste, courriels ou journaux).

## EXERCICE DE VISUALISATION : RÉSILIENCE DE LA COMMUNAUTÉ FACE AUX ÉVÉNEMENTS DANGEREUX

Lorsqu'on a demandé aux participantes ou participants de réfléchir à la forme que pourrait prendre la résilience d'une communauté face aux risques liés aux catastrophes naturelles et à la manière de l'atteindre, un thème est ressorti de la discussion : la pertinence de « connaître son voisinage ».

Lors d'une activité de remue-méninges, les participantes et participants ont abordé le thème « **connaître son voisinage** » en indiquant que cela concernait à la fois l'identité de leurs voisins et voisines que la connaissance de leurs besoins précis en matière de préparation et de réponse aux situations d'urgence. Les **besoins des personnes âgées** ont occupé une place importante dans la discussion. Une personne participant à une séance de discussion a également soulevé la question des **considérations linguistiques** dans les messages de préparation au niveau communautaire. La conversation qui s'en est suivie sur la résilience communautaire a révélé que les caractéristiques d'un quartier résilient sont tenues en haute estime, même si certains considèrent qu'il s'agit d'un idéal, qui est peut-être actuellement hors de portée. Voici quelques réponses obtenues selon quelques grands thèmes :

### Plan pour aider les personnes âgées et d'autres personnes

- « Une liste de vérification des besoins est essentielle. Faites le tour des quartiers pour repérer les besoins particuliers (accessibilité aux fauteuils roulants, etc.) en veillant à ce que les autorités locales soient informées des éléments essentiels pour donner suite à des situations précises. »
- « Étant donné que les liens ne sont pas utiles à certaines personnes âgées, je me demande si on pourrait ajouter à cette vidéo et aux autres messages quelque chose sur la connaissance de nos voisins âgés qui ne sont peut-être pas à la fine pointe des technologies de communication. »
- « J'ajouterais... ça prendrait une sorte de système de jumelage ou autre chose du genre pour les personnes âgées ou les autres personnes qui n'auraient pas accès à l'information d'urgence. Il y a des personnes âgées qui vivent seules, mais ne devraient peut-être pas. Alors, comment leurs besoins sont-ils pris en compte... [et] qui est responsable de leur suivi? »

### Jeu de rôles pour se préparer

- « J'aimerais aussi qu'un plan soit établi au niveau communautaire pour qu'une équipe joue différents rôles à la suite de catastrophes. »
- « Une des façons d'impliquer davantage les gens [dans la sensibilisation et la préparation aux situations d'urgence] serait d'organiser une journée de simulation [de catastrophe] : "Aujourd'hui, il y a un tremblement de terre. Aujourd'hui, il y a une inondation". "Vous devez jouer vos rôles maintenant. »

- « Peut-être prévoir des points de contrôle ou un grand groupe pour prendre des nouvelles de chacun, pour en savoir plus sur les uns sur les autres et sur les personnes qui pourraient avoir besoin d'une aide prioritaire (p. ex. les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap, etc.). »
- « Je peux inviter mes voisins proches et ma communauté à se réunir pour discuter et partager de l'information. »

### Communications sur mesure

- « Plus de 70 % de la population ici, dans le nord du Manitoba, est d'ascendance autochtone et inuite; donc, toutes vos communications doivent être engageantes, et vous devez vous assurer qu'elles sont comprises par ces gens. »

Un participant âgé a fait remarquer que son quartier avait changé au point qu'il ne connaissait plus ses voisins et qu'il ne se sentirait pas à l'aise de leur demander de l'aide en matière de préparation à une situation d'urgence ou sur le plan des mesures à prendre si une catastrophe survenait.

Au cours de l'exercice de visualisation, plusieurs participants et participantes ont évoqué les **autorités et agences locales** qui peuvent jouer (et dans certains cas, jouent déjà) un rôle dans le renforcement de la résilience des communautés. Néanmoins, dans leurs réponses, la plupart des participantes et participants se sont concentrés sur les actions des particuliers, dont les membres du voisinage (p. ex. « Une plus grande conscientisation individuelle, ne pas avoir à attendre que les institutions interviennent, apporter son aide »), plutôt que sur celles des institutions, à l'exception de réponses comme les suivantes :

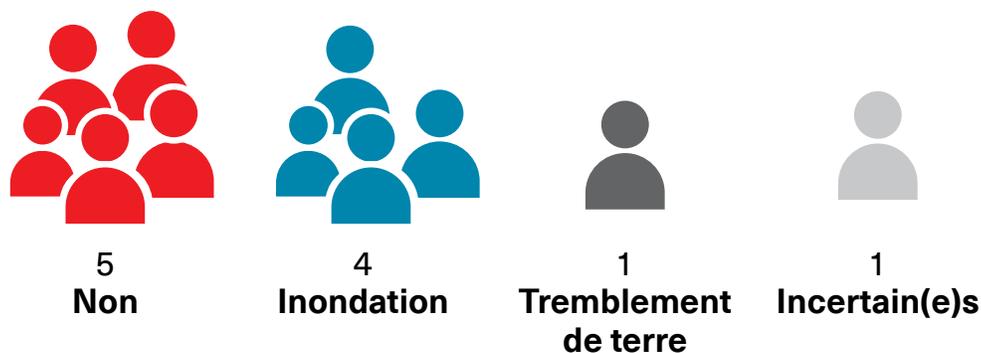
### Gouvernement local

- « Le conseil municipal devrait être responsable de nous transmettre [cette information sur la préparation]. »
- « Les élus locaux devraient prendre l'initiative d'organiser des réunions communautaires pour recueillir des idées et commentaires. »
- « [Je vérifie] les ressources de mon gouvernement local en matière de résilience aux catastrophes. »
- Des efforts coordonnés et régulièrement programmés : « Toutes les institutions publiques et tous les groupes communautaires devraient être incités à se doter d'un plan [d'urgence] et à le partager ».
- « Je pense que [la résilience aux catastrophes] devrait inclure un effort de collaboration avec le gouvernement local, dans le cadre duquel les bénévoles de la communauté se réuniraient tous les trimestres pour élaborer des initiatives locales (sensibilisation, plans d'évacuation, etc.). »

- « Les compagnies d'assurance et les gouvernements locaux seraient les deux éléments [permettant d'accroître les connaissances des communautés en matière de préparation aux dangers naturels]. »
- « Des cours en plein air offerts dans les collèges locaux qui intégreraient la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas d'urgence. »
- « Informations provenant des districts scolaires. »
- « Plans d'urgence sur le lieu de travail ».

### 4.3 Résultats des entrevues menées avec des personnes nouvellement arrivées au Canada — Ce que nous avons entendu

**Pensez-vous que vous êtes susceptible de subir une inondation, des feux de forêt ou un tremblement de terre là où vous vivez?**



**Figure 10.** Pensez-vous que vous êtes susceptible de subir une inondation, des feux de forêt ou un tremblement de terre là où vous vivez?

La plupart des personnes nouvellement arrivées au Canada (55 %) ne pensent pas qu'elles sont susceptibles d'être confrontées à des dangers naturels là où elles vivent. Malgré le fait que tous ces participants et participantes font partie de la catégorie « Risque d'inondation », seulement 44 % d'entre eux pensent qu'ils pourraient en subir une. Cependant, au cours des entretiens, il est apparu clairement que de nombreuses personnes nouvellement arrivées au Canada sont conscientes de l'existence de risques de catastrophes naturelles là où elles vivent; elles n'ont simplement pas l'impression d'être personnellement concernées. « Nous entendons parler des incendies, mais il n'y en a pas dans ma région. Cela dit, ils sont tout près », a déclaré une personne faisant partie de la catégorie « Risque de feux de forêt ».

En ce qui concerne le fait de vivre dans une plaine inondable, une personne ayant participé aux entretiens a expliqué l'histoire des inondations dans sa région : « Ma maison est construite dans cette zone. C'est une maison neuve, mais on m'a dit avant la construction que ce n'était pas un bon endroit ». Cette personne a exprimé qu'elle était certaine que les inondations ne constitueraient plus une menace en raison des changements apportés lors de la construction de son quartier : « Je pense que maintenant qu'ils ont tout préparé, il n'y a plus rien à craindre ».

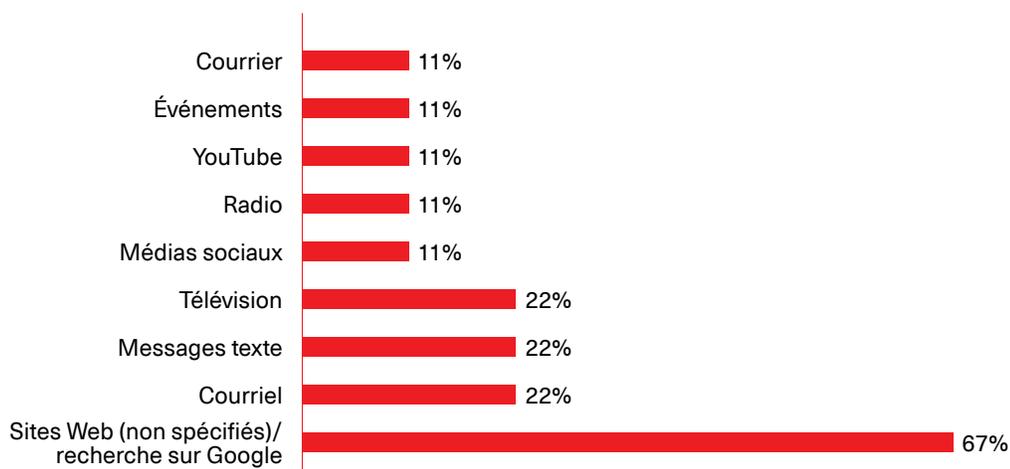
Contrairement aux résultats du sondage, les participantes et participants aux entrevues n'ont pas démontré une sensibilisation accrue aux risques locaux. Certains d'entre eux ne sont pas du tout au courant de ces dangers.

Une personne a indiqué qu'elle supposait que la réglementation gouvernementale interdirait le développement dans les plaines inondables, ce qui n'est pas le cas dans les endroits où il y a un historique de développement immobilier : « Ça ne m'a jamais effleuré l'esprit, en fait. J'ai toujours pensé qu'il y aurait une sorte de réglementation pour empêcher les gens de construire des maisons dans des zones sujettes à des catastrophes, mais je n'ai jamais vraiment pensé à regarder à quel point ce serait dangereux de vivre dans un tel endroit ».

La plupart des personnes nouvellement arrivées au Canada chercheraient de l'information sur la préparation à une inondation, à des feux de forêt ou à un tremblement de terre sur des sites Web (non précisés) et par le biais de recherches sur Google (67 %).

Lorsqu'on leur a demandé où elles chercheraient de l'information sur la façon de se préparer à une inondation, à des feux de forêt ou à un tremblement de terre, les personnes nouvellement arrivées au Canada ont cité Internet comme principale source d'information, mais peu d'entre elles étaient en mesure de dire auprès de quels organismes précis elles obtiendraient cette information. En effet, comme le montre la figure 9, non seulement les participantes et participants citent-ils des sites Internet non précisés comme source d'information, mais ils disent préférer que les renseignements sur la préparation proviennent d'un palier du gouvernement (non précisé). La majorité des participantes et participants préfèrent effectivement recevoir de l'information sur la préparation de la part du « gouvernement ».

## Pourcentage des participantes et participants aux entrevues



**Figure 11.** Canaux de communication préférés pour recevoir de l'information sur la préparation, selon les participantes et participants aux entrevues.

Une personne a indiqué que depuis son arrivée au Canada, elle continuait d'utiliser les mêmes sources d'information pour se renseigner sur les problèmes locaux qu'avant d'immigrer, ce qui laisse supposer qu'elle n'a pas trouvé d'agences ou d'organisations locales qui pourraient être en mesure de lui fournir de l'information ou une aide spécifiques à la région en cas de catastrophe : « Je n'avais jamais visité le pays avant d'immigrer, vous savez. Je n'avais jamais visité l'Amérique du Nord avant de m'installer ici, donc pour moi, toute connaissance utile vient d'Internet ou du gouvernement ou d'une source similaire — ou même de YouTube ».

De nombreuses personnes nouvellement arrivées au Canada ont fait des commentaires sur leur forte dépendance à l'égard de leur téléphone cellulaire (p. ex. « J'utilise mon téléphone pour tout », « Il est toujours à portée de main »), ce qui peut expliquer leur préférence pour les sources d'information en ligne.

Aucune des personnes interrogées n'est parvenue à se rappeler avoir vu ou reçu des messages récents les aidant à se préparer à une inondation, à des feux de forêt ou à un tremblement de terre. Les personnes qui se sont prêtées aux entrevues se rappelaient d'avoir reçu des messages texte ou des alertes concernant d'autres urgences, mais pas d'information sur la préparation.

« Eh bien, je reçois habituellement certains messages, comme un avertissement de conditions météorologiques sévères (de forts vents ou autres). Je les reçois habituellement sous forme de message vocal. Et c'est généralement ma seule source d'information pour ma préparation. »

Interrogés sur les informations qu'ils aimeraient idéalement voir figurer dans les messages de préparation, plusieurs participants et participantes ont indiqué souhaiter obtenir des mesures simples et réalisables pour se préparer, notamment la liste des articles requis pour rassembler une trousse d'urgence.

L'une des personnes interrogées a affirmé souhaiter consulter une liste des « 10 meilleurs » articles et actions pour se préparer à une urgence : « Quelques trucs de base dont j'ai besoin pour me préparer en cas d'urgence, peut-être un top 10. Parce que, vous savez, il y a tellement de conseils sur ce qu'il faut préparer; une information utile pour moi, c'est la liste des dix principaux articles d'urgence que vous devez garder à la maison ».

Cette même personne a fait part de ses difficultés linguistiques lorsqu'elle reçoit de l'information des entités publiques : « Je peux communiquer avec vous, mais parfois, quand j'écoute les nouvelles de CBC Vancouver par exemple, je dois consulter le dictionnaire pour comprendre l'anglais canadien, le style anglais. Donc si l'anglais était plus facile à comprendre pour les gens dont l'anglais n'est pas la langue maternelle, ce serait mieux ».

De même, une autre personne a indiqué que sa capacité à comprendre et à agir sur la base de l'information relative à la préparation serait améliorée si elle recevait quelques étapes claires pour se préparer aux situations d'urgence : « Je peux comprendre l'anglais, mais surtout si c'est un message court. C'est pourquoi j'ai demandé s'ils pouvaient nous envoyer les étapes à suivre... un, deux, trois, quatre, des étapes très claires ».

Une autre personne qui s'est prêtée aux entrevues a exprimé son intérêt à connaître les lieux sécuritaires et les personnes-ressources qui pourraient l'aider dans une situation d'urgence : « Je préférerais, par exemple, avoir de l'information sur les endroits sécuritaires où me réfugier en cas d'urgence ».

Alors que la majorité des personnes interrogées (89 %) n'ont pris aucune mesure précise pour se préparer à une inondation, à des feux de forêt ou à un tremblement de terre, certains des participants et participantes aux entrevues, à l'instar des répondantes et répondants du sondage, ont dit avoir mis en œuvre un certain nombre de préparatifs d'urgence généraux à leur domicile (p. ex. installer des détecteurs de fumée, prévoir des couvertures supplémentaires en cas de panne de courant).

Le principal obstacle à la préparation aux situations d'urgence de nombreuses (67 %) personnes nouvellement arrivées au Canada est un manque de sensibilisation et de connaissances. Ces personnes ne connaissent pas les risques, ne savent pas quoi faire en cas d'urgence, où trouver de l'information ou comment se préparer.

Comme l'a admis une personne, « peut-être parce que je ne sais pas quoi faire, quoi préparer, peut-être parce que je pense que ma préparation est déjà effectuée. Je ne sais pas ».

Le déni ou l'indifférence ont été cités par près de la moitié (44 %) des participants et participantes. En d'autres termes, ces personnes connaissent les dangers naturels dans leur région, mais ne pensent pas qu'elles sont susceptibles d'être touchées.

« C'est peut-être une sorte de zone de confort que j'ai dans mon esprit : ça ne va pas arriver ici. Mais on ne sait jamais, n'est-ce pas? », a expliqué une personne qui a pris part à un entretien.

Un autre participant a justifié son manque de préparation en invoquant l'absence perçue de dangers naturels pour expliquer son manque de motivation à se préparer : « Il n'y a rien de motivant, aucun incitatif, je suppose; on dirait qu'il n'y a pas de vraie raison de le faire, je ne sais pas à quel point ce genre de catastrophe est probable ».

Par ailleurs, 22 % des personnes interrogées ont cité le coût et le manque de temps ou la présence d'autres priorités comme des obstacles à une meilleure préparation aux dangers naturels.

Le coût associé aux articles et aux actions de préparation n'en vaut pas la peine, compte tenu du faible risque de dangers naturels perçu par un participant : « Si les coûts s'ajoutent à la perception de non-probabilité, cela dissuadera les gens de se préparer ».

Une autre personne était ouverte à l'idée des préparatifs d'urgence, mais seulement en faisant le tour des options pour découvrir les plus abordables : « Je vais faire des recherches sur Internet pour trouver les articles les moins chers pour moi et pour ma famille, parce que nous sommes nouveaux ici et nous devons dépenser intelligemment, vous savez. C'est très cher maintenant au Canada, je peux vous le dire, plus que je ne le pensais ».

Une personne a indiqué que le fait d'avoir d'autres priorités et le manque de connaissances étaient ses deux principaux obstacles : « Je veux dire que la raison la plus importante est la procrastination. Pour moi, la préparation est toujours ma dernière priorité. Et la deuxième chose, c'est que je ne sais pas où acheter ces choses ni quels sont les articles les plus importants ».

Dans le même registre, une autre personne a soulevé deux obstacles : l'indifférence et le manque de temps : « J'y pense beaucoup, mais si le travail ou des choses comme ça m'accaparent, ça passe au second plan... Et puis le soir, il y a toujours une longue liste de choses à faire... À part ça, vous savez, c'est juste un excès d'optimisme, rien d'autre ».

Lors des groupes de discussion, une personne ayant participé à un entretien a évoqué les obstacles physiques qui peuvent s'élever dans un appartement à la suite d'une intervention d'urgence : « Une fois... ma mère était en visite de l'Inde. Elle souffrait d'arthrite. L'alarme d'incendie s'est déclenchée et on ne pouvait pas prendre l'ascenseur, donc il fallait prendre les escaliers pour sortir. C'était un peu difficile pour ma mère, surtout, de descendre du 19e étage jusqu'au rez-de-chaussée. Après être

descendus, nous avons réalisé que c'était une fausse alarme... Et ce n'était pas une bonne expérience... Ceux aux étages plus élevés, je ne sais pas comment ils seraient descendus».

La plupart des personnes nouvellement arrivées au Canada (67 %) indiquent que le 911 est la principale source d'aide en cas d'urgence. Ainsi, les personnes nouvellement arrivées au Canada semblent non seulement avoir une sensibilité accrue aux responsabilités du gouvernement en matière de préparation aux situations d'urgence — comme en témoignent leurs réponses voulant que le gouvernement soit leur source préférée d'information sur la préparation aux situations d'urgence — mais elles se tourneraient de préférence vers le gouvernement en cas d'urgence, citant celui-ci avant leurs proches ou leur voisinage. Ces réponses mettent en évidence une perception répandue selon laquelle le gouvernement devrait être la principale source d'aide en cas d'urgence.

Aucune personne nouvellement arrivée au Canada n'a déclaré connaître des personnes à qui demander de l'aide en cas d'urgence liée à une catastrophe naturelle. Les membres de ce groupe ont plutôt signalé qu'ils s'adresseraient aux institutions (p. ex. les agences gouvernementales) ou aux services d'urgence (en composant le 911) pour obtenir de l'aide si une telle situation survenait.

Une personne ayant participé à une entrevue a déclaré qu'elle chercherait de l'aide auprès des organismes publics et en composant le 311. Plusieurs participantes et participants ont indiqué qu'ils ne comptaient pas beaucoup d'amis ou de membres de leur famille dans leur région ou dans le pays.

Lorsqu'on leur a demandé de préciser leur pensée à ce sujet, deux personnes nouvellement arrivées ont cité leurs voisins et voisines comme des personnes susceptibles de leur apporter du soutien. Cependant, toutes deux avaient l'impression que leurs voisines et voisins seraient aussi limités qu'elles-mêmes dans leur capacité à aider.

« Nous vivons dans la même ville, alors je dirais que nous sommes tous dans le même bateau, a déclaré l'une d'elles. Il y aura un soutien moral, mais pas d'aide pratique. »

L'autre participante a ajouté : « Parce que s'il y a un tremblement de terre ou un incendie, étant donné que la plupart de mes amis vivent [près de chez moi] et qu'ils souffrent aussi, je ne les appellerais pas. Peut-être que je vais appeler le 911 et — ouais. Je ne vois pas qui je peux appeler pour m'aider, non ».

## 4.4 Analyse

### SENSIBILISATION ET PERCEPTION DES RISQUES

Relativement peu de personnes dans les régions sélectionnées pour cette étude déclarent avoir été personnellement confrontées à ces dangers, même si la région est associée à un risque élevé de catastrophes naturelles. Les résultats témoignant de la connaissance et de la perception des risques liés aux catastrophes naturelles sont généralement faibles. Moins de la moitié des participantes et participants au sondage (45 %) et aux groupes de discussion (34 %) se disent « plutôt » ou « très » préoccupés par les dangers naturels, et seuls certains (44 %) des participantes et participants aux entrevues pensent qu'ils seront confrontés à un ou à plusieurs dangers naturels là où ils vivent.

Les résultats du sondage indiquent que les différences mineures en matière de sensibilisation et de préparation semblent davantage liées à la géographie qu'à la démographie. En d'autres termes, le sondage n'a permis de relever aucune différence importante en matière de perception et de connaissance des risques entre les cinq groupes démographiques du sondage, comme le montre le [tableau 6](#).

Cependant, les entrevues ont révélé que seulement 25 % des personnes nouvellement arrivées au Canada qui vivent à Richmond et aucune des personnes nouvellement arrivées au Canada qui vivent à Ottawa ont déclaré qu'elles s'attendaient à être touchées par un tremblement de terre.

Par conséquent, nous soupçonnons que le faible taux de participation au sondage des personnes nouvellement arrivées au Canada n'a peut-être pas permis de détecter les différences apparentes qui ont été révélées lors des entrevues au chapitre de la sensibilisation aux risques et de la perception de ceux-ci dans ce groupe cible. En effet, il a été démontré que la familiarité des gens avec l'environnement local et la maîtrise de la langue dominante influent sur la sensibilisation aux catastrophes, et ces observations pourraient s'appliquer à l'expérience de certaines des personnes nouvellement arrivées au Canada qui se sont prêtées aux entrevues [22, 25](#).

Certaines études font état d'une relation positive entre l'expérience antérieure d'un danger, la perception des risques et la préparation aux situations d'urgence; cette relation est toutefois indirecte, et plusieurs facteurs sociaux et environnementaux agissent sur elle, comme l'âge, le temps et la gravité de l'événement [45, 46, 47, 48](#). Ainsi, toute influence directe entre ces trois facteurs reste ambiguë. Par exemple, un sondage canadien mené en 2020 a révélé que les résultats témoignant de la sensibilisation aux risques étaient plus élevés chez les personnes ayant déjà été confrontées à des dangers naturels, mais que leur niveau de préparation n'était que légèrement supérieur (20 %) à la moyenne nationale (11 %) [5](#). Nos observations contribuent aux conclusions mitigées sur cette relation, comme le souligne notre analyse : les raisons sous-tendant l'inadéquation entre le risque perçu et le risque réel au sein du vaste échantillon du sondage demeurent inconnues et méritent d'être explorées davantage.

## SENSIBILISATION À LA PRÉPARATION : PRÉPARATION ET OBSTACLES CONNEXES

Les répondantes et les répondants au sondage faisant partie de la catégorie « Risque de tremblement de terre », en particulier à Richmond, en Colombie-Britannique, sont plus susceptibles de consacrer du temps à la préparation aux urgences en général et d'indiquer qu'ils ont constitué une trousse d'urgence leur permettant de répondre à leurs besoins pendant trois jours. Ces résultats trouvent un écho dans l'Enquête sur la préparation aux situations d'urgence et sur la résilience au Canada (2014), qui a révélé que les activités de planification d'urgence étaient les plus couramment mises en œuvre en Colombie-Britannique<sup>31</sup>.

Le fait que les résidentes et résidents de Richmond soient significativement plus préoccupés par les tremblements de terre que les autres membres de la catégorie « Risque de tremblement de terre » et qu'ils aient exprimé le plus haut niveau de préoccupation à l'égard des trois dangers naturels (61 %) étudiés dans le sondage fait penser que la culture de sensibilisation et de préparation aux dangers naturels est plus répandue dans cette région du pays.

Cependant, lorsque cette préoccupation a été abordée au cours des entrevues, il est apparu que cette culture de sensibilisation et de préparation ne s'étendait pas à tout le monde. Les personnes nouvellement arrivées au Canada étaient en grande partie (89 %) non préparées à tout risque de catastrophe naturelle, y compris celles résidant en Colombie-Britannique. En effet, aucune d'entre elles n'avait pris de mesures pour se préparer.

La « sensibilisation » (c'est-à-dire le fait de connaître les risques, de savoir quoi faire en cas d'urgence, où trouver de l'information et comment se préparer) s'est imposée comme principal obstacle à la préparation chez les personnes nouvellement arrivées au Canada. Dans une étude réalisée en 2009, des personnes ayant récemment immigré au Canada ont déclaré que leur connaissance imparfaite de la langue locale dominante et le manque de cohésion de la communauté nuisaient à leur capacité de se préparer aux situations d'urgence<sup>25</sup>. Les résultats de cette étude pourraient être liés à l'obstacle à la « sensibilisation » décrit par les personnes interrogées lors des entrevues, étant donné que la connaissance incomplète de la langue limite la capacité des personnes immigrantes à accéder aux informations et aux services essentiels; en outre, le facteur du manque de cohésion communautaire peut conduire à l'isolement et au manque de soutien<sup>25</sup>. Plusieurs personnes nouvellement arrivées au Canada qui ont participé aux entrevues ont indiqué que leur degré de sensibilisation pourrait être amélioré si on leur disait explicitement ce qu'il faut faire en cas d'urgence, où se procurer les articles requis et comment les utiliser et les installer.

De plus, l'obstacle lié au manque de temps et aux autres priorités a été soulevé plus souvent dans les entrevues avec les personnes nouvellement arrivées au Canada que dans les sondages et les groupes de discussion. Cela fait penser que le temps dont disposent les personnes nouvellement arrivées au Canada est limité et que d'autres questions nécessitent leur attention et entrent en concurrence avec les activités

de préparation aux urgences. Cette observation rejoint les résultats d'une étude canadienne sur la préparation aux catastrophes chez les personnes immigrantes qu'ont réalisée Yong et collab. (2017). Celle-ci décrit le processus d'intégration dans un nouveau pays comme nécessitant une grande adaptation sur le plan du temps, des ressources et du travail émotionnel. Yong et collab. ont résumé ces circonstances en utilisant l'expression « immigrant condition » (condition de personne immigrante), un facteur qui peut ensuite avoir un effet négatif sur la perception des risques et la préparation aux catastrophes chez cette population<sup>24</sup>.

Les répondantes et répondants au sondage ayant indiqué avoir un faible revenu consacrent beaucoup moins de temps à la préparation aux situations d'urgence que les autres groupes cibles. Ils sont également moins susceptibles de disposer de trousse de premiers soins ou de réserves pour répondre à leurs besoins pendant trois jours. Ces conclusions rejoignent également les observations découlant de l'Enquête sur la préparation aux situations d'urgence et sur la résilience au Canada (2014), qui a révélé que les personnes issues de ménages à faible revenu étaient moins susceptibles d'avoir adopté des comportements de préparation aux situations d'urgence<sup>32</sup>. Dans les groupes de discussion, les participantes et participants à faible revenu ont exclusivement signalé le coût comme un obstacle à la préparation aux dangers naturels. Ainsi, le coût réel ou perçu de la préparation aux dangers naturels constitue un obstacle pour les personnes vivant dans des ménages à faible revenu, une constatation mise en évidence dans d'autres écrits scientifiques<sup>9, 22, 23</sup>.

De même, les personnes âgées étaient moins susceptibles d'avoir assemblé une trousse de premiers soins. Ce résultat est préoccupant, étant donné que 80 % des personnes âgées souffrent d'une ou de plusieurs maladies chroniques qui nécessitent des médicaments ou de l'équipement médical. En cas d'urgence, leur trousse de premiers soins doit renfermer des médicaments et de l'équipement de santé essentiels<sup>21</sup>. La préparation générale aux situations d'urgence a été jugée « très importante » par la plupart des participantes et participants aux groupes de discussion. Cependant, dans le cadre des séances de discussion, les mesures de préparation adoptées par les participants et participantes n'ont pas été abordées. Dans le sondage, toutefois, la plupart des participantes et des participants (57 %) ont indiqué qu'ils n'avaient consacré aucun temps à la préparation en vue d'une situation d'urgence au cours de l'année venant de s'écouler.

Bien que les participantes et les participants à faible revenu et les personnes nouvellement arrivées au Canada se heurtent à des obstacles qui leur sont propres, les conclusions générales des groupes de discussion et des entrevues ne sont pas différentes de celles se rapportant aux principaux obstacles et défis à la création d'un plan d'urgence cernés dans un sondage provincial mené auprès de personnes résidant en Colombie-Britannique : paresse personnelle, manque de connaissances et manque de temps<sup>8</sup>. Dans le cadre de la présente étude, la « paresse » pourrait être classée dans les catégories « déni ou indifférence » ou « autres priorités », et le « manque de connaissances », dans la catégorie liée à la « sensibilisation ».

Il convient de signaler que les résultats découlant des groupes de discussion et des entrevues ne concordent pas avec ceux du sondage, dans le cadre duquel la plupart des personnes interrogées (80 %) n'ont pu cerner de défi précis qui complique leur préparation aux situations d'urgence. Étant donné qu'une seule question du sondage portait sur les obstacles potentiels à la préparation et que la structure du sondage n'était pas axée sur les conversations, comparativement à celle des groupes de discussion et des entrevues, le manque apparent d'obstacles signalés par les répondantes et répondants au sondage pourrait résulter du format de cette activité de recherche, et ne pas révéler une absence d'obstacles réels.

## INFORMATIONS ET MESSAGES

La plupart des participantes et participants (59 %) des groupes de discussion ne connaissaient pas les campagnes publiques d'information sur la préparation aux inondations, aux feux de forêt et aux tremblements de terre. Aucune personne nouvellement arrivée au Canada ne se souvenait de messages récents les aidant à se préparer à l'un de ces trois dangers naturels.

Les campagnes, les instances publiques et les organisations impliquées dans la préparation aux dangers naturels ne sont pas très connues dans les régions et les groupes cibles de l'étude.

Les personnes ont le plus souvent désigné le « gouvernement » comme leur source préférée d'information sur la préparation aux situations d'urgence. Cela n'est pas surprenant, étant donné que le public canadien a déjà exprimé une opinion voulant que le gouvernement soit responsable de la gestion des catastrophes et que tous les paliers de gouvernement soient des sources crédibles d'information et de ressources sur la préparation aux situations d'urgence <sup>24, 32</sup>.

Pourtant, les personnes nouvellement arrivées au Canada sont représentées de façon disproportionnée dans le groupe des personnes faisant état d'une préférence pour les informations provenant du « gouvernement » (93 % des répondantes et répondants ayant répondu de cette façon étaient des personnes nouvellement arrivées au Canada). Ce résultat est similaire à celui d'une étude canadienne qui a révélé que les personnes représentant le gouvernement étaient les sources d'information sur les urgences les plus fiables pour les immigrantes et immigrants récents, suivies par les médias, puis par la Croix-Rouge<sup>25</sup>. Dans les groupes de discussion, la troisième source d'information préférée en matière de préparation aux situations d'urgence était également la Croix-Rouge, et la majorité des participantes et des participants qui ont donné cette réponse sont des personnes nouvellement arrivées au Canada. Dans le cadre des entrevues, le 911 a été désigné comme la principale source d'aide en cas d'urgence pour la plupart (67 %) des personnes nouvellement arrivées au Canada, dans le droit fil des résultats de l'Enquête sur la préparation aux situations d'urgence et sur la résilience, selon laquelle le 911 était pour les immigrantes et immigrants récents (au Canada depuis moins de 10

ans) la source la plus probable d'information initiale et d'aide en cas d'urgence météorologique ou de catastrophe naturelle<sup>32</sup>.

Une étude menée aux États-Unis a présenté l'hypothèse voulant que les réponses des personnes désignant le gouvernement comme une source d'information fiable en cas d'urgence fussent formulées par défaut, c'est-à-dire que les personnes immigrantes ne connaissaient pas d'autres entités publiques chargées de communiquer de tels renseignements : « Si ce n'est pas le gouvernement, qui d'autre? », s'interroge un immigrant latino-américain<sup>27</sup>. Cependant, une étude récente menée au Canada a permis de déduire que la confiance qu'inspirent les personnes représentant le gouvernement canadien aux personnes immigrantes cherchant à obtenir de l'information d'urgence découle du processus généralement positif d'immigration et d'intégration au Canada<sup>49</sup>. Notamment, ce sentiment de confiance et de sécurité qui distingue la société canadienne peut, avec le temps, contribuer à diminuer le sentiment d'urgence accompagnant la planification en vue de situations d'urgence chez les personnes nouvellement arrivées au Canada<sup>49</sup>.

La confiance est considérée comme une qualité essentielle de la communication des risques; sans elle, la crédibilité en souffre et le message a peu d'effet<sup>50</sup>. Dans une étude, la confiance, l'espoir et la crédibilité de la source ont été cités comme des éléments fondamentaux d'une communication efficace des risques auprès des personnes âgées, des personnes vivant avec un handicap, des populations culturellement et linguistiquement diversifiées, des familles avec de jeunes enfants et des personnes vivant dans un ménage à faible revenu<sup>9</sup>.

Les canaux de communication préférés varient d'une personne à l'autre. Dans les groupes de discussion, on a constaté que toutes les voies sont utiles pour au moins l'une des ressources de communication (p. ex. le courriel, les médias sociaux, la poste, les annonces télévisées). Les participants et participantes des groupes de discussion devaient citer jusqu'à trois formes de communication et, dans l'ensemble, la préférence pour le courrier et les médias sociaux s'est révélée égale. Les figures 6, 7, 8 et 9 de la section présentant des résultats illustrent la répartition des canaux de communication préférés pour chaque activité de recherche.

Au nombre des personnes qui préfèrent que l'information sur la préparation aux situations d'urgence passe par les médias sociaux, plus de la moitié (54 %) étaient des personnes nouvellement arrivées au Canada. Lors des entrevues, de nombreuses personnes nouvellement arrivées au Canada ont fait des commentaires sur leur dépendance à l'égard des téléphones cellulaires (p. ex. « J'utilise mon téléphone pour tout », « Il est toujours dans ma main »).

Les personnes âgées représentent près de la moitié (46 %) du groupe de personnes qui a exprimé une préférence pour le courrier. Dans les groupes de discussion, les personnes âgées ont exprimé des inquiétudes quant à la possibilité de se fier à Internet en cas d'urgence, ainsi qu'au fait de ne pas avoir de comptes de médias sociaux. Dans les sondages, les personnes âgées étaient beaucoup plus nombreuses à déclarer posséder des copies papier de leurs documents que tout autre groupe démographique.

Les personnes qui ont exprimé une préférence pour le courrier, y compris en réponse aux moyens présentés dans les groupes de discussion, ont déclaré que les ressources accrocheuses présentant de l'information claire et pouvant être installées de façon permanente dans la maison étaient très appréciées (p. ex. « Le courrier postal qui peut être affiché sur le réfrigérateur constitue un rappel visuel et peut être réexaminé plusieurs fois »).

Il convient de noter que l'offre de médias dans une communauté donnée contribuera à la préférence médiatique d'un individu. Par exemple, à Thompson (au Manitoba), qui est l'une des communautés les plus reculées de l'étude, tous les participants et participantes aux groupes de discussion et aux entrevues (n=4, femmes) ont cité la radio locale comme l'un des principaux moyens de communication pour obtenir de l'information sur la préparation aux situations d'urgence. Comme l'a révélé un sondage mené en 2014 sur la préparation aux situations d'urgence de la population canadienne, le choix d'une personne concernant la source d'information qu'elle consulte ou le type d'aide qu'elle reçoit en cas d'urgence peut varier en fonction du type d'événement, de la province où elle vit et de certaines caractéristiques sociodémographiques, notamment l'âge, le statut d'immigrant ou d'immigrante, le niveau de scolarité, le revenu du ménage et l'expérience antérieure d'une situation d'urgence<sup>32</sup>. Autrement dit, le contexte est important; les messages sur les risques et leur mode de diffusion doivent être adaptés en conséquence, dans la mesure du possible.

Dans tous les groupes de discussion, les ressources les plus appréciées sont celles qui comportent des listes de vérification, des guides pratiques et des représentations réelles de personnes effectuant des actions de préparation. Les ressources préférées des gens étaient généralement celles mises au point par la Croix-Rouge. De plus, les personnes nouvellement arrivées au Canada ont indiqué rechercher de l'information claire et concrète sous forme de guides pratiques sur l'assemblage de trousse d'urgence et les mesures à prendre en cas de situations d'urgence résultant d'inondations, de feux de forêt ou de tremblements de terre.

En outre, on pense que le type d'informations que les gens recherchent sur un danger précis donne une indication de leur motivation à faire face à ce danger<sup>51</sup>. La recherche d'information sur les conséquences d'un danger est considérée comme une première phase du processus en plusieurs étapes au cours duquel une personne décide d'agir pour réduire les risques auxquelles elle est exposée; en d'autres termes, en s'interrogeant sur son exposition au risque, une personne évalue la menace.

En revanche, les informations sur la manière dont le danger peut toucher la situation d'une personne vont un peu plus loin. Ces renseignements permettent à la personne de relier les conséquences du danger à sa situation. On pense que cela permet à la personne d'évaluer les possibilités de s'adapter au danger<sup>51</sup>. Selon cette mesure, le fait que la plupart des participantes et des participants aux entrevues et aux groupes de discussion recherchent de l'information « pratique » sur la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles implique qu'ils souhaitent obtenir de l'information diagnostique sur les catastrophes et qu'ils sont donc plus avancés dans leur préparation face aux dangers naturels.

## RÉSEAUX SOCIAUX ET SENTIMENT D'EFFICACITÉ PERSONNELLE

Dans le sondage, les femmes ont déclaré avoir moins confiance en leur capacité à faire face à une situation d'urgence que les hommes, mais elles sont également plus susceptibles de déclarer qu'elles ont de nombreuses personnes vers qui se tourner en cas d'urgence. Cela fait penser que les femmes ont davantage accès à d'autres personnes vers lesquelles se tourner, ce qui peut compenser pour la perception de leur faible capacité à faire face à une urgence. Lors des entrevues, les femmes et les hommes nouvellement arrivés au Canada ont déclaré au départ qu'ils n'avaient personne à qui demander de l'aide, mais lorsqu'on leur a proposé des pistes de réponses, les femmes ont été plus nombreuses que les hommes à évoquer la possibilité de communiquer avec des voisines, voisins, amies ou amis. Pourtant, plusieurs participantes et participants aux entrevues ont indiqué qu'ils ne comptaient pas beaucoup de proches dans leur région ou au pays.

Nous avons détecté ici plusieurs similitudes avec des résultats d'une étude serbe sur la préparation aux inondations. Dans cette étude, des femmes ont exprimé des niveaux de confiance en elles plus faibles que les hommes en ce qui concerne leur préparation à une inondation<sup>13</sup>. En ce qui concerne la confiance dans la recherche d'aide après une inondation, cependant, les femmes ont déclaré qu'elles feraient appel à un vaste éventail de personnes et de ressources, dont la famille, les organisations locales, les voisins, les lieux de culte, la police et les organismes humanitaires. D'autre part, les hommes ont cité moins de parties prenantes : dans une telle situation, ils s'adresseraient aux pompiers ou aux organismes d'aide d'urgence, ou encore, se fieraient à eux-mêmes pour réagir. En général, les femmes seraient plus conscientes des risques et axeraient plus d'efforts sur l'atténuation des risques et l'évacuation, comparativement aux hommes<sup>10, 11, 12, 13, 14, 15</sup>.

Au chapitre des personnes autochtones ayant participé au sondage, nous avons constaté que les répondantes et répondants autochtones vivant en milieu urbain et hors réserve se disaient très confiants dans leur capacité à faire face à une situation d'urgence et étaient les plus susceptibles de dire qu'ils ont de nombreuses personnes vers lesquelles se tourner pour obtenir de l'aide. Il est difficile de savoir dans quelle mesure nos résultats peuvent être généralisés en lien avec les résultats de la documentation existante ou être reliés aux niveaux de préparation des personnes autochtones vivant sur des réserves au Canada<sup>28, 29, 30, 52</sup>.

Selon un sondage national réalisé en 2014, les immigrantes et immigrants canadiens se sont révélés moins susceptibles de disposer d'importants réseaux de soutien social sur lesquels ils pourraient compter en cas d'urgence<sup>32</sup>. Par exemple, les personnes ayant récemment immigré au pays (depuis moins de 10 ans) se sont révélées environ trois fois moins susceptibles de connaître leurs voisins et voisines que les personnes immigrantes mieux établies (au Canada depuis plus de 10 ans) et les personnes nées au Canada<sup>50</sup>. Une autre étude canadienne a révélé que les immigrantes et immigrants récents sont moins susceptibles de vivre dans des communautés dotées d'un fort capital social (où des liens sociaux sont tissés étroitement); à ce titre, il semble probable que la cohésion de la communauté

représente un sérieux défi dans le processus de préparation des personnes nouvellement arrivées au Canada<sup>49</sup>.

## VISIONS POUR FAVORISER UNE RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE AUX CATASTROPHES

Il est possible de surmonter les obstacles économiques à la préparation aux catastrophes en développant le capital social, qui se définit comme les ressources produites par les réseaux sociaux et dont les personnes peuvent retirer un bénéfice collectif<sup>53</sup>. Au cours de l'exercice de visualisation mené dans les séances de discussion, les participantes et participants ont reconnu l'importance de leurs liens sociaux, souligné les collaborations avec et entre les institutions et cerné les mesures que les personnes peuvent prendre individuellement. Autrement dit, ils ont exprimé leur capacité d'agir. Malgré cela, les participantes et participants ont indiqué qu'ils n'avaient pas réellement pris de mesures pour favoriser le renforcement de la résilience de leurs amis, amies, voisines et voisins. Après tout, très peu de Canadiennes et Canadiens (2 %) déclarent avoir pris des mesures pour aider leur communauté à réduire les risques auxquels elle est exposée en lien avec les catastrophes naturelles<sup>32</sup>. Compte tenu de la rareté des mesures de résilience aux catastrophes au niveau communautaire au Canada, les résultats découlant de cet exercice de visualisation sont essentiels pour insuffler un élan aux activités de préparation aux catastrophes au niveau communautaire. Les thèmes cernés par les participantes et participants lors de cet exercice de visualisation de la résilience communautaire font écho à ceux trouvés dans la documentation, dont les principaux aspects sont décrits ci-après.

Les relations sont les leviers les plus importants de la préparation aux situations d'urgence<sup>54</sup>. Des études ont montré que les communautés ayant des liens sociaux forts sont plus résilientes, car « la résilience n'est pas une question de courage personnel; c'est la capacité d'un quartier ou d'une communauté à répondre à une crise, à en atténuer les effets et à s'y adapter »<sup>55, 56</sup>. Les programmes de préparation et d'intervention en cas de catastrophe sont également plus efficaces lorsque la communauté y adhère ou se les approprie. Les initiatives communautaires peuvent être plus fructueuses si elles sont intégrées dans la communauté par le biais des associations de quartier, des écoles, des lieux de travail et d'autres organisations existantes<sup>57</sup>. Autrement dit, la création de partenariats plus solides peut améliorer la planification des catastrophes<sup>58</sup>.

En outre, parallèlement à la sensibilisation des individus et des ménages, une préparation communautaire aux catastrophes permet d'accroître la préparation des divers groupes communautaires<sup>59</sup>. Une recherche sur l'efficacité du programme « We're Ready! », qui offre des ateliers communautaires de préparation aux catastrophes à High River, en Alberta, a comparé les résultats d'un atelier mené auprès de la communauté philippine, dans laquelle les liens sociaux étaient déjà forts, aux résultats d'un atelier mené auprès de résidentes et de résidents qui ne se connaissaient pas bien ou pas du tout. Si les ateliers ont permis d'accroître le capital social, la planification communautaire en cas de catastrophe s'est révélée

plus efficace dans la communauté philippine, parce que ses liens sociaux étaient déjà solides et qu'elle était plus motivée à poursuivre la dynamique de la préparation aux situations d'urgence avec des projets associés<sup>60</sup>. En résumé, une approche communautaire de la préparation aux catastrophes est particulièrement bénéfique, car elle permet de tirer parti des liens sociaux existants, de renforcer ces liens et d'en créer de nouveaux au sein des communautés.

## 4.5 Limites

### GÉNÉRALISATION, FIABILITÉ ET VALIDITÉ

Les observations découlant de cette étude qualitative ne sont pas généralisables statistiquement en raison de la petite taille de l'échantillon des participants et participantes. Toutefois, pour assurer la validité du concept et accroître les possibilités de généralisation des thèmes, l'équipe de recherche a intégré des questions de recherche et des concepts issus de la documentation parallèle et d'écrits universitaires dans le domaine des études sur les catastrophes<sup>61</sup>. En effet, les observations cadrent bien avec celles des études canadiennes sur la préparation générale aux situations d'urgence et sur la préparation spécifique aux catastrophes naturelles, ainsi qu'avec celles de toute une série de recherches internationales sur les populations vulnérables et les catastrophes, qui valident la généralisation de nos thèmes <sup>5-20, 22-33, 49-58</sup>. Autrement dit, des thèmes semblables ont été relevés dans de nombreuses études portant sur différents groupes de la population et sur l'évolution des observations au fil du temps<sup>60</sup>.

Néanmoins, il est important de bien connaître les niveaux de sensibilisation et de préparation, ainsi que les perspectives des Canadiennes et Canadiens à risque en ce qui concerne les dangers naturels, quel que soit le niveau de généralisation possible, car cela permet de cerner les obstacles existants à la résilience aux catastrophes au niveau des individus, des ménages et des communautés. La connaissance de ces obstacles permettra ensuite de les surmonter.

La fiabilité a été assurée en démontrant clairement que les opérations de l'étude (p. ex. la collecte de données) peuvent être répétées avec des résultats similaires<sup>62</sup>. Les données empiriques ont été recueillies à partir de trois sources de données principales : a) des sondages auprès de participantes et participants à haut risque résidant dans cinq régions du Canada et faisant partie de l'une ou de plusieurs des catégories de risque; b) des groupes de discussion réunissant des participantes et participants à haut risque résidant dans cinq régions du Canada et faisant partie de l'une ou de plusieurs des catégories de risque; c) des entrevues avec des personnes nouvellement arrivées au Canada résidant dans trois régions du pays. Ces trois méthodes de collecte de données ont également facilité la triangulation (accumulation de données provenant de différentes sources ou études). Cet aspect est particulièrement important pour établir la confiance à l'égard de la validité des conclusions des études sur les catastrophes, étant donné les défis méthodologiques uniques liés à la conduite de recherches avant, pendant et après des événements perturbateurs en lien avec des catastrophes naturelles (p. ex. le moment de la collecte

de données par rapport au début de l'événement d'urgence; les dangers naturels qui ne peuvent pas être reproduits exactement ou éthiquement, etc.)<sup>62</sup>.

Cette recherche s'appuie sur les recherches précédentes de la manière suivante :

- Bien qu'il existe quelques études canadiennes sur les populations à haut risque et la préparation aux situations d'urgence, la majorité des études réalisées à ce jour se sont déroulées dans d'autres pays ou sur d'autres continents (p. ex. Australie, Europe). Cette recherche est importante pour comprendre comment la sensibilisation et la préparation se déroulent chez les populations à risque dans un contexte canadien et comment les différences géographiques et régionales au Canada contribuent aux niveaux de sensibilisation et de préparation, ou encore, font obstacle à ceux-ci.
- Cette étude enrichit la documentation limitée disponible sur les sources et les canaux que préfèrent les populations à risque pour recevoir des messages de préparation aux situations d'urgence.
- De précédentes études ont montré que dans leurs efforts de préparation et de gestion des situations d'urgence, les personnes se fient au concours de parties ou d'autorités externes. Cette étude confirme ces résultats et apporte plus de précisions quant aux types de ressources externes que préfèrent les personnes interrogées ou auxquels elles s'attendent (en ce qui concerne notamment le concours du gouvernement).

# 5.0 RECOMMANDATIONS

## Créer des pistes pour passer de la sensibilisation à la préparation

### Sensibilisation et préparation

Des questions relatives à la sensibilisation et à la préparation ont été posées lors du sondage, des séances de discussion et des entrevues. L'équipe de recherche a analysé les réponses à ces questions pour définir les principaux obstacles et elle s'est inspiré des commentaires qualitatifs recueillis lors des groupes de discussion et des entrevues pour formuler les recommandations ci-dessous.

Obstacle	Groupes cibles	Contexte	Recommandation
Sensibilisation — Risques liés aux catastrophes naturelles	Tous les groupes	Il semble y avoir une croyance bien ancrée selon laquelle les catastrophes naturelles ne se produisent que pendant certaines saisons, ce qui est inexact dans le cas des inondations et des tremblements de terre. Certains types d'inondations sont plus susceptibles de se produire pendant certaines saisons (p. ex. la saison des pluies qui correspond généralement au printemps et à l'été, les embâcles au printemps, etc.). Cependant, d'autres types d'inondations, comme les inondations pluviales (de surface), peuvent se produire en toute saison. De même, les tremblements de terre peuvent survenir à tout moment dans les zones à risque sismique. Les changements climatiques accroissent également la gravité et la fréquence des inondations.	<p>Les campagnes de préparation aux risques liés aux catastrophes naturelles doivent coïncider avec la saison au cours de laquelle ces événements sont perçus comme les plus susceptibles de se produire, afin de répondre aux attentes du plus grand nombre de personnes et de capter leur attention. Cependant, les messages doivent préciser que les inondations et les tremblements de terre peuvent survenir en toute saison (p. ex. « Il est important de se préparer aux risques d'inondation en tout temps »).</p> <p>Le fait de réitérer la pertinence constante de la préparation aux situations d'urgence par rapport aux risques liés aux catastrophes naturelles aidera à surmonter les deux obstacles simultanés à la préparation aux situations d'urgence, qui sont aussi les plus importants, selon les séances de discussion et les entrevues :</p> <p><b>1/ Le déni et l'indifférence</b>, soit des perceptions à l'égard de l'exposition aux dangers naturels locaux (ou l'absence complète de perceptions à ce sujet), qui peuvent se traduire par le déni (« Je sais que cela existe, mais cela ne m'arrivera pas ») ou l'indifférence (« Je sais que cela existe, mais le risque est si faible, je m'en fiche, je ne suis pas concerné[e], je n'y ai pas beaucoup pensé », etc.);</p>

Obstacle	Groupes cibles	Contexte	Recommandation
Sensibilisation — Connaissance des mesures de préparation pour les locataires (ou selon différents types de logements)	Personnes nouvellement arrivées au Canada, personnes à faible revenu, personnes âgées	<p>Il y a un manque de ressources conçues pour les résident(e)s d'immeubles d'habitation et pour les locataires.</p> <p>Bien que ces questions n'aient pas été délibérément abordées dans les activités de recherche, quatre personnes nouvellement arrivées au Canada ayant un faible revenu ont souligné le manque de sensibilisation aux procédures d'intervention d'urgence dans les immeubles d'habitation. De même, une personne ayant participé à l'étude ne connaissait pas la répartition des responsabilités entre propriétaires et locataires (14 % des répondant[e]s au sondage et 89 % des personnes ayant pris part aux entrevues étaient des locataires*). Trois personnes nouvellement arrivées au Canada ayant un faible revenu ont fait part de leurs préoccupations concernant l'évacuation d'urgence dans les immeubles de grande hauteur.</p>	<p><b>2/ Un manque de sensibilisation</b> (ou de connaissances), c'est-à-dire le fait de ne pas connaître les risques auxquels on est exposé, de ne pas savoir ce qu'il faut faire en cas d'urgence, de ne pas savoir où trouver de l'information et de ne pas savoir comment se préparer.</p> <p>La Croix-Rouge devrait ajouter des guides adaptés aux locataires d'appartements à sa liste de ressources de préparation aux situations d'urgence.</p>

\*Les participant(e)s aux groupes de discussion ne devaient pas indiquer s'ils (elles) étaient propriétaires

<b>Obstacle</b>	<b>Groupes cibles</b>	<b>Contexte</b>	<b>Recommandation</b>
<b>Sensibilisation — Ressources communautaires</b>	<b>Personnes nouvellement arrivées au Canada</b>	<p>Les personnes nouvellement arrivées au Canada ne connaissent pas les ressources communautaires en matière de préparation.</p> <p>Une seule personne nouvellement arrivée au Canada avait pris des mesures pour se préparer aux risques liés aux catastrophes naturelles, et aucune ne se souvenait avoir pris connaissance de messages de préparation à une inondation, à des feux de forêt ou à un tremblement de terre.</p>	<p>Il est urgent de communiquer de l'information sur la préparation aux trois premiers jours suivant un tremblement de terre, une inondation ou des feux de forêt, afin de sensibiliser les personnes nouvellement arrivées au Canada aux mesures qu'elles pourraient devoir prendre. Les organismes de préparation aux situations d'urgence devraient tirer parti des programmes et des ressources communautaires existants en matière de résilience (p. ex. les agences locales de santé publique, les lignes d'assistance téléphonique en cas de crise) afin de transmettre aux personnes nouvellement arrivées au Canada de l'information appropriée en matière de préparation aux situations d'urgence, d'assistance et de soutien.</p>
	<b>Personnes nouvellement arrivées au Canada, personnes à faible revenu, personnes âgées</b>	<p>Pour atteindre des groupes démographiques précis, les actions de sensibilisation peuvent être menées en collaboration avec des institutions et des groupes locaux.</p>	<p>La Croix-Rouge devrait collaborer avec des organismes communautaires et culturels à la promotion des ressources et programmes de préparation aux situations d'urgence. Les participant(e)s aux groupes de discussion ont suggéré les possibilités de partenariats que voici : participer à des événements communautaires et culturels et tisser des liens avec des comités d'associations de copropriétaires et des conseils scolaires.</p>
<b>Préparation — Mobilité</b>	<b>Personnes âgées</b>	<p>Les personnes âgées et les personnes qui ont des proches plus âgés ont fait part de leurs préoccupations à l'égard des problèmes de mobilité de ces personnes dans le contexte d'une éventuelle intervention d'urgence.</p>	<p>La Croix-Rouge devrait développer des ressources portant sur l'accessibilité en lien avec la préparation et la réponse aux urgences.</p>
<b>Préparation — Trousses d'urgence</b>	<b>Personnes âgées</b>	<p>Parmi les personnes âgées qui ont répondu au sondage, un taux relativement faible de répondant(e)s ont affirmé avoir constitué des trousse de premiers soins; cet aspect mérite d'être approfondi lors de prochaines recherches.</p>	<p>Les communications et instructions s'adressant aux personnes âgées concernant les trousse de premiers soins et autres trousse d'urgence doivent systématiquement mettre en évidence que les médicaments et l'équipement médical sont des articles essentiels à avoir sous la main en cas d'urgence liée à une catastrophe naturelle. Les organisations communautaires qui soutiennent les personnes âgées devraient être encouragées à renforcer ce message.</p>

Obstacle	Groupes cibles	Contexte	Recommandation
Préparation — Coût	Personnes à faible revenu, personnes âgées	Tous les participants et participantes à faible revenu ont exprimé leur inquiétude quant aux coûts, qui constituent un obstacle à l'adoption de mesures de préparation. Ils ont notamment déclaré : « il faut pouvoir mettre de l'argent de côté pour cela », « le gouvernement pourrait contribuer », « de meilleures connaissances financières », « peut-être un service avec abonnement pour réduire les coûts financiers ponctuels », « une trousse d'urgence standard abordable ».	Envisager de promouvoir des trousse d'urgence subventionnées par un partenaire détaillant et de diffuser des messages qui décrivent le contenu des trousse d'urgence et les coûts associés aux articles essentiels. Veiller à ce que le contenu de la trousse d'urgence soit pertinent d'un point de vue démographique (p. ex. en incluant de l'information culturellement appropriée sur les aliments, de même que des renseignements pertinents sur les documents, les médicaments et les dispositifs médicaux).

## Communications

Les participants et participantes aux groupes de discussion ont examiné 11 ressources de communication provenant de différentes campagnes sur les dangers naturels. L'équipe de recherche a analysé leurs commentaires pour formuler les recommandations suivantes.

Diffusion	Public cible	Contexte	Recommandation
En ligne	Tous les groupes	Les canaux de diffusion en ligne peuvent atteindre une plus large population, y compris les personnes nouvellement arrivées au Canada, dont les résultats témoignant de leur préparation aux situations d'urgence générales et liées aux catastrophes naturelles sont très faibles.	Les messages concernant la préparation aux catastrophes doivent être diffusés en ligne, que l'on connaisse ou non les caractéristiques démographiques des personnes résidant dans la zone géographique cible. Les messages diffusés sur les médias sociaux doivent toujours être associés à d'autres méthodes de diffusion.
Imprimés	Groupes à risque		Il convient de recourir à des campagnes de publipostage sur mesure pour diffuser les documents imprimés. Des groupes à risque et des publics précis peuvent être cernés à l'aide d'un indice de vulnérabilité sociale ou d'autres indicateurs pour faciliter une distribution ciblée de matériel imprimé adapté aux différents groupes cibles <sup>23</sup> .

Organisations communautaires et écoles	Personnes âgées, personnes nouvellement arrivées au Canada	<p>Quatre personnes âgées participant aux groupes de discussion ont mentionné les groupes de personnes âgées dans lesquels elles reçoivent régulièrement de l'information locale, y compris de l'information relative aux urgences.</p> <p>En outre, quatre participant(e)s aux groupes de discussion et aux entrevues ont mentionné avoir été sensibilisé(e)s à la préparation aux situations d'urgence par l'intermédiaire de leurs enfants, qui ont partagé avec eux ce qu'ils apprennent à l'école, possiblement dans le cadre de leur programme scolaire.</p>	<p>Compte tenu du temps et des ressources nécessaires pour distribuer du matériel imprimé aux ménages, la Croix-Rouge pourrait distribuer des brochures et des dépliants aux organisations communautaires et aux centres éducatifs et culturels dans les zones cernées par l'indice de vulnérabilité sociale (ou par d'autres ensembles de données) pour une diffusion ultérieure.</p> <p>Les brochures et les activités de la Croix-Rouge pourraient être offertes par les écoles et envoyées à la maison avec les enfants pour que les parents les examinent et les complètent en famille.</p>
--	--	--	--

Messagers	Public cible	Contexte	Recommandation
Croix-Rouge canadienne, gouvernements locaux	Tous les groupes	<p>Les gens préfèrent recevoir de l'information de la part du gouvernement et s'attendent à être renseignés de cette façon. En outre de la Croix-Rouge, les gens s'attendent à recevoir de l'information sur la préparation aux situations d'urgence de la part des autorités locales.</p> <p>Les catastrophes naturelles sont vécues et gérées localement; on estime que les administrations municipales constituent la première ligne d'intervention dans plus de 90 % de toutes les urgences au Canada; elles jouent donc un rôle essentiel dans la préparation et les interventions en cas d'urgence<sup>24</sup>.</p>	La Croix-Rouge devrait collaborer avec les différents paliers de gouvernement dans le cadre de campagnes de sensibilisation et d'information.

<b>Message</b>	<b>Public cible</b>	<b>Contexte</b>	<b>Recommandation</b>
Adaptation ou personnalisation du message	Personnes nouvellement arrivées au Canada	Les personnes nouvellement arrivées au Canada s'attendent à ce que les documents soient diffusés dans la langue dominante. Lors des entrevues, certaines personnes interrogées ont toutefois révélé qu'elles aimeraient consulter des documents dans leur langue maternelle.	Il convient également de veiller à répondre aux besoins linguistiques des personnes faisant partie des réseaux de soutien des personnes nouvellement arrivées au Canada et des personnes âgées, comme les bénévoles et les personnes soignantes non rémunérées <sup>21</sup> .
	Tous les groupes		Il convient de s'assurer que le messenger inspire la confiance, est crédible et pertinent. Dans la mesure du possible, les représentations visuelles dans les communications, y compris les vidéos, doivent faire écho aux caractéristiques démographiques de la population et aux types de logements dominants dans la communauté.
Contenu	Tous les groupes		Les organisations qui entreprennent des campagnes de communication sur les risques doivent continuer à élaborer des guides pratiques, des listes et des vidéos présentant des personnes réelles en vue de faire la promotion des mesures de préparation peu coûteuses.

# Résilience communautaire

Les participantes et les participants aux groupes de discussion ont été invités à faire des suggestions lors d'une séance de visualisation sur la résilience de la communauté. Les recommandations suivantes ont été tirées de leurs suggestions.

Obstacle	Groupe cible	Contexte	Recommandation
Manque de capital social	Personnes nouvellement arrivées au Canada, personnes âgées	Aucune personne nouvellement arrivée au Canada n'a déclaré avoir des proches, des membres de son voisinage, des organisations communautaires ou toute autre personne vers qui se tourner pour obtenir de l'aide en cas d'urgence liée à une catastrophe naturelle. Les membres de ce groupe ont plutôt signalé qu'ils s'adresseraient aux institutions (p. ex. le gouvernement) ou aux services d'urgence (en composant le 911) pour obtenir de l'aide si une telle situation survenait. En outre, il a été observé que les personnes âgées vivant avec un handicap ou des problèmes de mobilité et les familles comprenant des proches plus âgés ont besoin de plus d'assistance lors d'une situation d'urgence.	Un thème est ressorti de l'exercice de visualisation de la résilience communautaire au cours des groupes de discussion : la pertinence de « connaître son voisinage ». Les participant(e)s ont formulé les suggestions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>■ <b>Créer un système de jumelage</b> pour les personnes âgées afin que quelqu'un s'occupe d'elles et leur apporte de l'aide en priorité.</li><li>■ <b>Désigner une ou un capitaine d'étage</b> dans un immeuble d'appartements ou de copropriétés pour veiller à ce que les personnes qui ont besoin d'une assistance supplémentaire ne soient pas laissées pour compte et qu'elles soient attendues ou recensées au point de rassemblement.</li><li>■ <b>Travailler avec les organisations communautaires</b> pour proposer des journées de simulation de catastrophes et créer des rôles pour les participant(e)s.</li><li>■ <b>Créer des réseaux informels de partage de l'information</b>, comme des bulletins d'information de quartier, des chaînes téléphoniques et des listes de diffusion par courriel.</li></ul>
Manque perçu de coordination entre les gouvernements et les communautés	Tous les groupes	Les participant(e)s aux groupes de discussion ont suggéré que la résilience aux catastrophes naturelles devrait découler d'un effort de coopération et que les organisations (gouvernement, entreprises comme les compagnies d'assurance, établissements d'enseignement, organisations communautaires, etc.) ont toutes un rôle à jouer dans cette collaboration.	Il faut encourager la collaboration et la coordination entre les parties prenantes de la communauté pour promouvoir des campagnes et des activités de sensibilisation et de préparation aux risques liés aux catastrophes, cerner les problèmes de capacité, combler les lacunes en matière de planification et de sensibilisation et créer des rôles bénévoles et des formations pour les membres de la communauté.

Obstacle	Groupe cible	Contexte	Recommandation
Manque de confiance	Femmes	Les personnes ayant participé au sondage et aux groupes de discussion qui s'identifiaient comme des femmes étaient plus susceptibles de déclarer un niveau de confiance en soi faible quant à leur capacité à gérer une situation d'urgence.	Collaborer avec les services d'aide aux femmes pour offrir des possibilités de participer à des initiatives de préparation aux situations d'urgence au niveau communautaire, comme des ateliers et des journées de simulation de catastrophe destinés aux femmes. Il importe de tenir compte de certains facteurs intersectionnels influant sur le recrutement (p. ex. l'accessibilité, la garde d'enfants, le coût) et de la façon dont un financement ou des subventions pourraient augmenter la portée du programme.

Les collaborations avec les gouvernements locaux sont recommandées pour les raisons suivantes :

- 1) le gouvernement municipal ou local est le deuxième choix préféré pour obtenir de l'information sur la préparation aux situations d'urgence, et
- 2) les urgences liées aux catastrophes naturelles sont le plus souvent des événements locaux.

## 6.0 ÉQUIPE DE RECHERCHE

### **Julie Wright** *directrice du réseau Partners for Action*

Julie occupe le poste de directrice du réseau Partners for Action depuis décembre 2020. Auparavant, elle a dirigé l'initiative WGSJ (Waterloo Global Science Initiative) depuis sa phase de démarrage jusqu'au lancement réussi d'une série de sommets qui se sont déroulés sur une décennie et ont joué un rôle de catalyseur pour favoriser des collaborations liées à la décarbonisation de l'électricité et à la promotion de l'accès à l'énergie partout dans le monde, aux études secondaires et à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. L'initiative WGSJ a joué un rôle important dans la définition des ODD au Canada en tant qu'organisme catalyseur sur le terrain et elle s'est associée à la Faculté de l'environnement de l'Université de Waterloo pour fonder le Réseau des solutions de développement durable au Canada. Avant de se joindre à l'initiative WGSJ, Julie a occupé pendant dix ans des postes en communication et en affaires publiques pour des entreprises, des clientes et clients et des campagnes dans les secteurs de la technologie, de la culture et des organisations sans but lucratif, à l'avant-plan des bouleversements sectoriels.

### **Evalyna Bogdan** *chercheuse contractuelle*

Evalyna est professeure adjointe responsable du programme de gestion des catastrophes et des urgences à la Faculté des arts libéraux et des études professionnelles de l'Université York. Elle a commencé à collaborer avec le réseau P4A en tant que chercheuse postdoctorale du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et boursière postdoctorale du Réseau d'observation, de prévision et d'intervention sur l'environnement marin (MEOPAR) à l'Université de Waterloo. Elle a poursuivi cette collaboration en tant qu'associée postdoctorale à l'Université de Calgary. Dans tous ses travaux de recherche et de pratique, elle s'efforce de comprendre comment des priorités diverses et concurrentes sont prises en compte dans les politiques et les pratiques relatives aux problèmes socio-environnementaux, dans le contexte des inondations, de l'alimentation et de l'agriculture, ainsi que des carburants (pétrole et gaz). Pour examiner ces défis complexes, Evalyna adopte une optique interdisciplinaire et des approches novatrices d'engagement et de formation.

### **Shawna Hamilton** *étudiante au cycle supérieur*

Shawna a récemment terminé une maîtrise en études environnementales du département de géographie et de gestion environnementale à l'Université de Waterloo. Avant de commencer ses études supérieures, Shawna avait obtenu un baccalauréat en sciences du cerveau et de la cognition à l'Université de Guelph et contribué à des projets de recherche liés à la philosophie environnementale. Dans le cadre de son projet de maîtrise, Shawna explore les risques associés aux changements climatiques sur le plan de la santé mentale, notamment la montée de l'« éco-anxiété » et les effets des catastrophes.

## **Rachel Krueger** *étudiante au cycle supérieur*

Rachel est une étudiante au cycle supérieur à la School of Environment, Enterprise and Development de l'Université de Waterloo. Son intérêt pour la résilience des communautés face aux inondations est né d'un stage à la division des eaux pluviales de la ville de Mississauga, dans le cadre de son diplôme de premier cycle. Le projet de maîtrise de Rachel s'appuie sur les sciences comportementales et les principes des communications sur les risques et porte sur les moyens d'améliorer la sensibilisation des Canadiennes et Canadiens en matière de risques d'inondation de même que l'adoption de mesures concrètes dans la population.

# ANNEXE 1

## CATASTROPHES NATURELLES : TERMES ET DÉFINITIONS

### **Catastrophe naturelle**

Aux fins du présent rapport (et des groupes de discussion, des entrevues et du sondage sur lesquels il se fonde), une catastrophe naturelle (parfois appelée danger naturel) désigne spécifiquement une inondation, un feu de forêt ou un tremblement de terre.

### **Inondation**

Aux fins du présent rapport (et des groupes de discussion, des entrevues et du sondage sur lesquels il se fonde), le terme inondation désigne spécifiquement les inondations causées par des conditions météorologiques ou saisonnières extrêmes, comme les inondations par ruissellement ou le refoulement des eaux usées à la suite de tempêtes.

### **Feu de forêt**

Un incendie non maîtrisé dans une zone de végétation combustible (y compris les incendies de forêt); un ou des feux de forêt peuvent se produire dans les zones rurales et urbaines.

### **Tremblement de terre**

Les secousses et vibrations de la croûte terrestre résultant du choc des plaques tectoniques.

### **Catégorie de risque**

Une ou plusieurs catégories de risque sont cernées dans chaque communauté en fonction des risques locaux (inondation, feux de forêt, tremblement de terre).

### **Population à risque**

Une population qui peut subir une catastrophe naturelle parce qu'elle vit dans une région géographique qui y est prédisposée. Dans le cadre de cette étude, les populations à risque sont exposées aux risques d'inondation, de feux de forêt ou de tremblement de terre.

### **Conscience critique**

La mesure dans laquelle les gens pensent que des dangers sont suffisamment importants pour y réfléchir et en discuter avec d'autres. On pense que la combinaison de la conscience critique, de la perception des risques et de l'anxiété face aux dangers est une condition préalable à la préparation individuelle à une situation d'urgence.

## DÉMOGRAPHIE DE L'ÉTUDE : TERMES ET DÉFINITIONS

### **Personnes nouvellement arrivées au Canada**

Répondantes et répondants (de 18 ans ou plus) qui ne sont pas nés au Canada ou qui vivent au Canada depuis moins de cinq ans.

### **Personnes âgées**

Répondantes et répondants de 65 ans ou plus.

### **Femmes**

Personnes (de 18 ans ou plus) qui ont déclaré être des femmes.

### **Personnes à faible revenu**

Les personnes (de 18 ans ou plus) sont classées comme ayant un faible revenu si elles : 1) vivent seules et ont un revenu inférieur à 40 000 \$ ou si 2) elles vivent dans un ménage de deux personnes ou plus et ont un revenu inférieur à 70 000 \$.

### **Personnes autochtones**

Répondantes et répondants (de 18 ans ou plus) qui se sont identifiés comme membres des Premières Nations, des Inuits ou des Métis.

# ANNEXE 2

## Ressources utilisées

Ressource	Risque	Messenger	Type	Canal de communication	Zone géographique
Dépliant Soyez prêt	TOUS LES RISQUES	Croix-Rouge canadienne	Brochure imprimée	Courrier, site Web	TOUTES
6 raisons	TOUS LES RISQUES	Sécurité publique Canada	Infographie	Site Web, réseaux sociaux	TOUTES
Soyez prêt	Inondation	Croix-Rouge canadienne	GIF	Site Web, réseaux sociaux	Terre-Neuve-et-Labrador, Thompson et Ottawa
9 étapes à suivre (en anglais)	Tremblement de terre	BC Earthquake Alliance	Infographie	Site Web, réseaux sociaux	Ottawa, Richmond et Terre-Neuve-et-Labrador
Préparation en cas de tremblement de terre	Tremblement de terre	Croix-Rouge canadienne	Vidéo	Site Web, réseaux sociaux	Ottawa
Comment préparer une trousse d'urgence avec un budget limité	TOUS LES RISQUES	Croix-Rouge canadienne	Vidéo	Site Web, (YouTube) réseaux sociaux (TikTok)	TOUTES
Préparation en cas de feux de forêt – homme aîné	Feux de forêt	Croix-Rouge canadienne	Vidéo	Site Web, réseaux sociaux	Terre-Neuve-et-Labrador, ensemble du Canada (Thompson)
Liste de vérification pour vous protéger contre les feux de forêt	Feux de forêt	Intelli-feu	Vidéo	Site Web, réseaux sociaux	Terre-Neuve-et-Labrador, Thompson
Comment se préparer à une inondation – femme autochtone	Inondation	Croix-Rouge canadienne	Vidéo	Site Web, réseaux sociaux	Thompson, comté de Renfrew et Richmond
Carte pour présentoir	Tremblement de terre	BC Earthquake Alliance	Carte imprimée	Courrier ou remise en personne	Richmond
Gif d'information « Saviez-vous que..? »	Feux de forêt	Croix-Rouge canadienne	Infographie	Site Web, réseaux sociaux	Comté de Renfrew



## 7.0 RÉFÉRENCES

- 1 Sécurité publique Canada. *Stratégie de sécurité civile pour le Canada : Vers un 2030 marqué par la résilience. Partenaires fédéraux/provinciaux/territoriaux de la gestion des urgences*. [www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsracs/pblctns/mrgncy-mngmnt-strtgy/mrgncy-mngmnt-strtgy-fr.pdf](http://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsracs/pblctns/mrgncy-mngmnt-strtgy/mrgncy-mngmnt-strtgy-fr.pdf)
- 2 Gouvernement du Canada. *Alerte sismique précoce*. Ressources naturelles Canada. [earthquakescanada.nrcan.gc.ca/eew-asp/system-fr.php](http://earthquakescanada.nrcan.gc.ca/eew-asp/system-fr.php)
- 3 Bureau d'assurance du Canada. (2021). *Le Bureau d'assurance du Canada réagit au budget fédéral de 2021*. [www.ibc.ca/fr/pe/ressources/centre-des-m%C3%A9dias/communiqu%C3%A9s-de-presse/le-bureau-dassurance-du-canada-r%C3%A9agit-au-budget-f%C3%A9d%C3%A9ral-de-2021](http://www.ibc.ca/fr/pe/ressources/centre-des-m%C3%A9dias/communiqu%C3%A9s-de-presse/le-bureau-dassurance-du-canada-r%C3%A9agit-au-budget-f%C3%A9d%C3%A9ral-de-2021)
- 4 Intelli-feu Canada, Association canadienne des constructeurs d'habitations, University of Alberta et Intact Centre on Climate Adaptation. (2021). *Wildfire-Resilience Best-Practice Checklist for Home Construction, Renovation and Landscaping in Wildland Urban Interface Areas of Canada* (en anglais seulement). [www.firesmartcanada.ca/wp-content/uploads/2022/01/FSC\\_ConstructionChecklist\\_FINAL.pdf](http://www.firesmartcanada.ca/wp-content/uploads/2022/01/FSC_ConstructionChecklist_FINAL.pdf)
- 5 Sécurité publique Canada. (2021). *Recherche sur l'opinion publique : Campagne de sensibilisation à la préparation aux situations d'urgence — Rapport des résultats*. [publications.gc.ca/collections/collection\\_2021/sp-ps/PS4-280-2021-fra.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2021/sp-ps/PS4-280-2021-fra.pdf)
- 6 Ziolecki, A., J. Thistlethwaite, D. Henstra, & D. Scott. 2020. *Canadian voices on flood risk 2020: Findings from a national survey about how we should manage an increasingly costly and common peril*. Partners for Action (en anglais seulement). [uwaterloo.ca/partners-for-action/sites/ca.partners-for-action/files/uploads/files/finalreport\\_nationalsurvey\\_sept20.pdf](http://uwaterloo.ca/partners-for-action/sites/ca.partners-for-action/files/uploads/files/finalreport_nationalsurvey_sept20.pdf)
- 7 Thistlethwaite, J., D. Henstra, S. Peddle et D. Scott. (2017). *Canadian Voices on Changing Flood Risk Findings from a National Survey* (en anglais seulement). [uwaterloo.ca/partners-for-action/sites/ca.partners-for-action/files/uploads/files/canadian\\_voices\\_on\\_changing\\_flood\\_risk\\_fnl.pdf](http://uwaterloo.ca/partners-for-action/sites/ca.partners-for-action/files/uploads/files/canadian_voices_on_changing_flood_risk_fnl.pdf)
- 8 Emergency Management BC. (2018). *Personal Preparedness Survey Report* (en anglais seulement). [www2.gov.bc.ca/assets/gov/public-safety-and-emergency-services/emergency-preparedness-response-recovery/embc/reports/preparedness\\_survey\\_report-2018.pdf](http://www2.gov.bc.ca/assets/gov/public-safety-and-emergency-services/emergency-preparedness-response-recovery/embc/reports/preparedness_survey_report-2018.pdf)
- 9 Howard, A., Agllias, K., Bevis, M., & Blakemore, T. (2017). "They'll tell us when to evacuate": The experiences and expectations of disaster-related communication in vulnerable groups (en anglais seulement). *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 22 (Compleat), 139–146.
- 10 Cvetković, V.M., Roder, G., Öcal, A., Tarolli, P. et Dragicevic, S. (2018). The role of gender in preparedness and response behaviors towards flood risk in Serbia (en anglais seulement). *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 15.

- 11 Bateman, J.M. & Edwards, B. (2002). Gender and evacuation: A closer look at why women are more likely to evacuate for hurricanes (en anglais seulement). *Nature Hazards Review*, 3(3), 107-117.
- 12 O'Sullivan, J. J., Bradford, R. A., Bonaiuto, M., De Dominicis, S., Rotko, P., Aaltonen, J., Waylen, K., et Langan, S. J. (2012). Enhancing flood resilience through improved risk communications. *Natural Hazards Earth Systems Sciences*, 12, 2271–2282. Extrait de [doi.org/10.5194/nhess-12-2271-2012](https://doi.org/10.5194/nhess-12-2271-2012) (en anglais seulement).
- 13 Castañeda, J. V., Bronfman, N. C., Cisternas, P.C. et collab. (2020). Understanding the culture of natural disaster preparedness: exploring the effect of experience and sociodemographic predictors. *Nature Hazards*, 103, 1881– 1904. Extrait de : [doi-org.proxy.lib.uwaterloo.ca/10.1007/s11069-020-04060-2](https://doi-org.proxy.lib.uwaterloo.ca/10.1007/s11069-020-04060-2) (en anglais seulement).
- 14 Mulilis, J.-P. (1999). Gender and earthquake preparedness: A research study of gender issues in disaster management: differences in earthquake preparedness due to traditional stereotyping or cognitive appraisal of threat? (en anglais seulement). *The Australian Journal of Emergency Management*, 14(1). [search.informit.org/doi/10.3316/ielapa.395651918909784](https://search.informit.org/doi/10.3316/ielapa.395651918909784)
- 15 Tyler, M., Fairbrother, P. (2018). Gender, households, and decision-making for wildfire safety (en anglais seulement). *Disasters* 42(4):697–718. doi:10.1111/disa.12285.
- 16 Zakour, M.J., et Harrell, E.B. (2003). Access to disaster services: Social work interventions for vulnerable populations (en anglais seulement). *Journal of Social Service Research*, 30:2, 27-54. DOI: [doi.org/10.1300/J079v30n02\\_03](https://doi.org/10.1300/J079v30n02_03)
- 17 Cox, K., & Kim, B. (2018). Race and income disparities in disaster preparedness in old age. *Journal of Gerontological Social Work*, 61(7), 719–734 (en anglais seulement). [doi.org/10.1080/01634372.2018.1489929](https://doi.org/10.1080/01634372.2018.1489929)
- 18 Rubenson, K., Desjardins, R., & Yoon, E. S. International Adult Literacy Survey et Statistique Canada. (2007). *Apprentissage par les adultes au Canada : Une perspective comparative : Résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes* Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes. Cat. No 89-552-MIF, n°17. Ottawa : Statistique Canada. [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-552-m/89-552-m2007017-fra.htm](http://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-552-m/89-552-m2007017-fra.htm)
- 19 Tuohy, R., Stephens, C., et Johnston, D. (2014). Older adults' disaster preparedness in the context of the September 2010–December 2012 Canterbury earthquake sequence (en anglais seulement). *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 9, 194-203. [doi.org/10.1016/j.ijdrr.2014.05.010](https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2014.05.010)
- 20 Mayhorn, C.-B. (2005). Cognitive aging and the processing of hazard information and disaster warnings (en anglais seulement). *Natural Hazards Review*, 6 (4), 165-170.
- 21 Croix-Rouge Canadienne et le National Institute on Ageing. (2020). Closing the gaps: Advancing emergency preparedness, response and recovery for older adults (en anglais seulement). [static1.squarespace.com/static/5c2fa7b03917eed9b5a436d8/t/5fd2410d9db3cd0795e984ed/1607614734474/CRC\\_WhitePaper\\_EN.pdf](https://static1.squarespace.com/static/5c2fa7b03917eed9b5a436d8/t/5fd2410d9db3cd0795e984ed/1607614734474/CRC_WhitePaper_EN.pdf)

- 22 Teo, M., Goonetilleke, A., Ahankoob, A., Deilami, K. et Lawie, M. (2018). Disaster awareness and information seeking behaviour among residents from low socio-economic backgrounds (en anglais seulement). *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 31(Comple), 1121–1131 [doi.org/10.1016/j.ijdr.2018.09.008](https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2018.09.008)
- 23 Blake, D., Marlowe, J. et Johnston, D. (2017). Get prepared: Discourse for the privileged? (en anglais seulement). *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 25, 283-288.
- 24 Yong, A.G., Lemyre, L., Pinsent, C. et Krewski, D. (2017). Risk perception and disaster preparedness in immigrants and Canadian-born adults: Analysis of a national survey on similarities and differences (en anglais seulement). *Risk Analysis*, 37, 2321-2333. [doi-org.proxy.lib.uwaterloo.ca/10.1111/risa.12797](https://doi-org.proxy.lib.uwaterloo.ca/10.1111/risa.12797)
- 25 Cerritos, J.L. (2009). *Hazard awareness and disaster preparedness among recent Hispanic immigrants: A Canadian perspective* [mémoire de maîtrise; en anglais seulement]. Royal Roads University. [www.collectionscanada.gc.ca/obj/thesescanada/vol2/002/MR56745.PDF?oclc\\_number=700675727](http://www.collectionscanada.gc.ca/obj/thesescanada/vol2/002/MR56745.PDF?oclc_number=700675727)
- 26 Eisenman, D.P., Glik, D., Maranon, R., Gonzales, L., et Asch, S. (2009). Developing a disaster preparedness campaign targeting low-income Latino immigrants: Focus group results for project PREP (en anglais seulement). *Journal of Health Care for the Poor and Underserved* 20(2), 330-345. doi:10.1353/hpu.0.0129
- 27 Carter-Pokras, O., Zambrana, R.E., Mora, S.E., et Aaby, K.A. (2007). Emergency preparedness: Knowledge and perceptions of Latin American immigrants (en anglais seulement). *Journal of Health Care for the Poor and Underserved* 18(2), 465-481. [doi.org/10.1353/hpu.2007.0026](https://doi.org/10.1353/hpu.2007.0026)
- 28 Ali T, Buergelt PT, Paton D, Smith JA, Maypilama EL, Yungirra D, Dhamarrandji S, Gundjarranbuy R. (2021). Facilitating sustainable disaster risk reduction in Indigenous communities: Reviving Indigenous worldviews, knowledge and practices through two-way partnering (en anglais seulement). *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 18(3):855. [doi.org/10.3390/ijerph18030855](https://doi.org/10.3390/ijerph18030855)
- 29 Asfaw, H. W., McGee, T. K., et Christianson, A. C. (2019). Evacuation preparedness and the challenges of emergency evacuation in Indigenous communities in Canada: The case of Sandy Lake First Nation (en anglais seulement). *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 34, 55-63 [doi.org/10.1016/j.ijdr.2018.11.005](https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2018.11.005)
- 30 Driedger, S. M., Cooper, E., Jardine, C., Furgal, C. et Bartlett, J. (2013). Communicating risk to Aboriginal peoples: First Nations and Métis responses to H1N1 risk messages (en anglais seulement). *PLoS one*, 8(8), e71106. [doi.org/10.1371/journal.pone.0071106](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0071106)
- 31 Neuhauser, L., Ivey, S. L., Huang, D., Engelman, A., Tseng, W., Dahrouge, D., Gurung, S. et Kealey, M. (2013). Availability and readability of emergency preparedness materials for deaf and hard-of-hearing and older adult populations: Issues and assessments (en anglais seulement). *PLoS ONE*, 8(2), e55614. [link.gale.com/apps/doc/A478882361/AONE?u=uniwater&sid=AONE&xid=ddf32677](https://link.gale.com/apps/doc/A478882361/AONE?u=uniwater&sid=AONE&xid=ddf32677)
- 32 Taylor-Butts, A. (2015). *La préparation aux situations d'urgence au Canada, 2014*. Statistique Canada [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2015001/article/14234-fra.htm](http://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2015001/article/14234-fra.htm)

- 33 Paton, D. et collab. (2005). When good intentions turn bad: promoting natural hazard preparedness (en anglais seulement). *The Australian Journal of Emergency Management*, 20(1):25-30.
- 34 Ellard-Gray, A., Jeffrey, N.K., Choubak, M. et Crann, S.E. (2015). Finding the hidden participant: Solutions for recruiting hidden, hard-to-reach, and vulnerable populations (en anglais seulement). *International Journal of Qualitative Methods* 14, 5:1-10.
- 35 Kalton, G. (2009). Methods for oversampling rare subpopulations in social surveys (en anglais seulement). *Survey Methodology*, 35(2), 125–141.
- 36 Schepers, W., Juchtmans, G. et Nicaise, I. (2017). Reaching out to hard-to-survey groups among the poor. *Survey protocols, statistical issues and research design (Milestone 20.5)*. Leuven: InGRID (en anglais seulement).
- 37 Prandner D. et Weichbold M. (2019). Building a sampling frame for migrant populations via an onomastic approach – Lesson learned from the Austrian Immigrant Survey 2016 (en anglais seulement). *Survey Methods: Insights from the Field*. [surveyinsights.org/?p=10641](https://surveyinsights.org/?p=10641)
- 38 Statistique Canada. (2017). Série « Perspective géographique », Recensement de 2016. Numéro de catalogue de Statistique Canada 98-404-X2016001. Ottawa, Ontario. Produits de données, Recensement de 2016. [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-can-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CAN&GC=01&TOPIC=7](http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-can-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CAN&GC=01&TOPIC=7)
- 39 Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. (2019). Rapport de surveillance des communications 2018. [crtc.gc.ca/pubs/cmr2018-fr.pdf](https://crtc.gc.ca/pubs/cmr2018-fr.pdf)
- 40 Rody, Bree. (2019). New Canadians consume mobile media like no others: study (en anglais seulement). *Media in Canada*. [mediaincanada.com/2019/07/08/new-canadians-consume-mobile-media-like-no-others-study/](https://mediaincanada.com/2019/07/08/new-canadians-consume-mobile-media-like-no-others-study/)
- 41 Abrams, K. M. et Gaiser, T. J. (2017). Online focus groups (en anglais seulement). Dans N. G. Fielding, R. M. Lee et G. Blank (Réd.), *The SAGE handbook of online research methods* (pp. 435-449). SAGE Publications Ltd.
- 42 Brügger, E. et Willems, P. (2009). A critical comparison of offline focus groups, online focus groups and E-delphi (en anglais seulement). *International Journal of Market Research*, 51(3), 363–381. [doi.org/10.2501/s1470785309200608](https://doi.org/10.2501/s1470785309200608)
- 43 Fox, F. E., Morris, M. et Rumsey, N. (2007). Doing synchronous online focus groups with young people: Methodological Reflections (en anglais seulement). *Qualitative Health Research*, 17(4), 539–547. [doi.org/10.1177/1049732306298754](https://doi.org/10.1177/1049732306298754)
- 44 Statistique Canada. (2017). Immigration et diversité ethnoculturelle — Faits saillants en tableaux, Recensement de 2016. *Le Quotidien*. [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/hlt-fst/imm/index-fra.cfm](http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/hlt-fst/imm/index-fra.cfm)
- 45 Becker, J. S., Paton, D., Johnston, D. M., Ronan, K. R. et McClure, J. (2017). The role of prior experience in informing and motivating earthquake preparedness (en anglais seulement). *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 22, 179–193. [doi.org/10.1016/j.ijdrr.2017.03.006](https://doi.org/10.1016/j.ijdrr.2017.03.006)

- 46 Mishra, S. et Suar, D. (2007). *Do lessons people learn determine disaster cognition and preparedness? Psychology and Developing Societies*, 19, 2: 143–159. SDOI: 10.1177/097133360701900201 (en anglais seulement).
- 47 Kohn S, Eaton JL, Feroz S et collab. (2012). Personal disaster preparedness: An integrative review of the literature (en anglais seulement). *Disaster Medicine and Public Health Preparedness* 6(3): 217–231.
- 48 Scovell, M., McShane, C., Swinbourne, A. et Smith, D. (2022). Rethinking risk perception and its importance for explaining natural hazard preparedness behavior. *Risk Analysis*, 42, 3. DOI: 10.1111/risa.13780 (en anglais seulement).
- 49 Yong, A. G., Lemyre, L., Pinsent, C., et Krewski, D. (2020). Community social capital and individual disaster preparedness in immigrants and Canadian-born individuals: an ecological perspective (en anglais seulement). *Journal of Risk Research*, 23(5), 678–694. [doi.org/10.1080/13669877.2019.1628090](https://doi.org/10.1080/13669877.2019.1628090)
- 50 Ibrahim, D. (2016). *Les expériences des Canadiens liées aux situations d'urgence et aux catastrophes, 2014*. Statistique Canada [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2016001/article/14469-fra.htm](http://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2016001/article/14469-fra.htm)
- 51 Neuwirth, K., Dunwoody, S. et Griffin, R. J. (2000). Protection motivation and risk communication (en anglais seulement). *Risk Analysis*, 20(5), 721–734. [doi.org/10.1111/0272-4332.205065](https://doi.org/10.1111/0272-4332.205065)
- 52 Chakraborty, L., Thistlethwaite, J., Minano, A., Henstra, D. & Scott, D. (2021). Leveraging hazard, exposure, and social vulnerability data to assess flood risk to indigenous communities in Canada. *International Journal of Disaster Risk Science*, 12: 821-838. 10.1007/s13753-021-00383-1
- 53 Reininger, B., Rahbar, M., Lee, M., Chen, Z., Alam, S., Pope, J., & Adams, B. (2013). Social capital and disaster preparedness among low-income Mexican Americans in a disaster prone area (en anglais seulement). *Social Science & Medicine*, 83, 50-60. [doi:10.1016/j.socscimed.2013.01.037](https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2013.01.037)
- 54 Donahue, A. K. et Tuohy, R. V. (juillet 2006). *Lessons we don't learn: A study of the lessons of disasters, why we repeat them and how we can learn them*. Monterey, California: Naval Postgraduate School, Center for Homeland Defense and Security. Extrait de [hdl.handle.net/10945/25094](https://hdl.handle.net/10945/25094) (en anglais seulement).
- 55 Aldrich, D. (9 décembre 2015). Some communities are destroyed by tragedy and disaster. Others spring back. Here's what makes the difference (en anglais seulement). *The Washington Post*. [www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2015/12/09/some-communities-are-destroyed-by-tragedy-and-disaster-others-spring-back-heres-what-makes-the-difference/](https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2015/12/09/some-communities-are-destroyed-by-tragedy-and-disaster-others-spring-back-heres-what-makes-the-difference/)
- 56 Aldrich, D. P., & Meyer, M. A. (2014). Social capital and community resilience (en anglais seulement). *American Behavioral Scientist*, 59(2), 254-269
- 57 Staples, L. (2012). Community organizing for social justice: Grassroots groups for power (en anglais seulement). *Social Work with Groups*, 35(3), 287-296. [doi.org/10.1080/01609513.2012.656233](https://doi.org/10.1080/01609513.2012.656233)

- 58 Cuervo, I., Leopold, L., Baron, S. (2017). Promoting community preparedness and resilience: A Latino immigrant community-driven project following hurricane Sandy (en anglais seulement). *American Journal of Public Health*, 107(S2), S161-S164
- 59 Ryan, B., Johnston, K. A., Taylor, M. et McAndrew, R. (2020). Community engagement for disaster preparedness: A systematic literature review (en anglais seulement). *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 49(101655), 1-13.
- 60 Bogdan, E. A., Roszko, A. M., Beckie, M. A., et Conway, A. (2021). We're ready! Effectiveness of community disaster preparedness workshops across different community groups in Alberta, Canada (en anglais seulement). *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 55, 1-16.
- 61 Stallings, R. A. (2007). Methodological issues. Dans H. Rodríguez, E. L. Quarantelli et R. R Dynes (Réd.), *Handbook of disaster research* (pp. 55–82). New York, NY : Springer (en anglais seulement).
- 62 Yin, R. K. (2014). *Case study research: Design and methods* (en anglais seulement). Thousand Oaks, CA: Sage.







VOTRE PARTICIPATION ET  
VOTRE ENGAGEMENT  
SONT GRANDEMENT APPRÉCIÉS

[croixrouge.ca](http://croixrouge.ca)